

Les économies du *care* : une solution pour atteindre la justice économique

Cherie Blair FOUNDATION FOR WOMEN

care®

Table des matières

Synthèse **3**

Recommandations **5**

Introduction : Le *care*, la pierre angulaire des économies et des sociétés **6**

Un scénario « gagnant-gagnant » : Créer des services de garde d'enfants pour renforcer l'entrepreneuriat des femmes **13**

Étude de cas 1 : Améliorer l'accès à des services de garde d'enfants de qualité et stimuler l'entrepreneuriat des femmes : l'exemple de Kidogo au Kenya 14

Investir dans les services du care pour tous les besoins en soin **17**

Étude de cas 2 : Soutenir les parents aidants en charge d'un enfant handicapé : l'exemple de *Parent Suportal* au Royaume-Uni 20

Évolution des normes de genre au niveau des ménages, dans les économies et dans les sociétés **22**

Étude de cas 3 : Évolution des normes de genre au niveau des ménages au Vietnam 24

Transformation économique : Changer les lois et les politiques pour créer des marchés du travail équitables et des emplois dignes **27**

Étude de cas 4 : Créer des conditions de concurrence plus équitables pour les femmes entrepreneures grâce aux politiques de congé parental au Royaume-Uni 30

Recommandations **33**

Photo de couverture : Nguyen Thi Tham, participante au projet « Améliorer les opportunités pour les entreprises de femmes » de l'organisation SNV, et son mari partagent les tâches ménagères.
© D&D Training and Media.



Synthèse

Jenifer Moyo, fondatrice de la crèche Tree of Life et utilisatrice de HerVenture en Afrique du Sud. © Rudolph de Girardier

Les soins, ou le *care*, sont la pierre angulaire des économies et des sociétés. Ils englobent toutes les activités d'aide à la personne[1], y compris les soins aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes handicapées[2] et aux personnes malades. Les activités d'enseignement, la fourniture de nourriture et des produits de première nécessité pour un ménage font partie des activités du care. Le travail de soin est essentiel au fonctionnement des communautés et des économies[3] et accroît la richesse d'un pays. Chaque année, on estime que le travail de soins non rémunéré ajoute à lui seul 10,8 trillions de dollars américains à l'économie mondiale, soit l'équivalent de 9 % du produit intérieur brut (PIB) mondial[4]. En tant que tels, les soins sont un bien mondial dont tous les membres d'une société et d'une économie bénéficient. Les soins sont également un droit, ce qui signifie que toute personne ayant besoin de soins a le droit de les recevoir. Une économie du soin doit fournir tous les services et le soutien nécessaires pour que tous·tes les citoyen·nes qui en ont besoin reçoivent des soins de qualité, accessibles et gratuits.

Pourtant, aucun pays au monde n'a pleinement mis en place une économie du soin. Pire encore, les systèmes économiques actuels sont largement défavorables aux femmes et aux filles. Dans le monde, seul un entrepreneur sur trois est une femme[5]. En parallèle, les hommes gagnent 39 % de plus que les femmes[6]. Le système actuel n'investit pas suffisamment dans le secteur du *care* et la lutte contre les inégalités de genre. En conséquence, les femmes et les filles effectuent davantage de soins non rémunérés que les hommes. En moyenne, elles consacrent 4,7 heures par jour à des activités de soins non rémunérées, contre 1,8 heure pour les hommes[7]. Les femmes « subventionnent » donc la croissance économique dans tous les pays du monde, au détriment de leur propre

1 La Confédération syndicale internationale (ITUC), le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), Manki Maroua et CARE International (2021). « The Care Manifesto » (Le manifeste des soins). https://insights.careinternational.org.uk/publications/the-care-manifesto-a-joint- call-for-action-by-the-economic-justice-and-rights-action-coalition-civil-society-organisations-and-youth-group-leads

2 Dans ce rapport, nous utilisons à la fois la référence à la personne (personne handicapée) et la référence à l'identité (personne handicapée), afin de donner les deux options tout en notant que les gens peuvent avoir une préférence personnelle.

3 ONU Femmes (2022). « Boîte à outils sur les soins rémunérés et non rémunérés : Des 3R aux 5R. » https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/07/a-toolkit-on-paid-and- unpaid-care-work

4 Coffey, C., Espinoza, R. P., Harvey, R., Lawson, M., Parvez Butt, A., Piaget, K., Sarosi, D. et Thekkudan, J. (2020). « Il est temps de s'en occuper. Le travail de soin non rémunéré et sous-payé et la crise mondiale de l'inégalité. » Note méthodologique. Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928/

5 Halim, D. (5 mars 2020). « On a besoin de femmes entrepreneures, maintenant ! » Blogs de la Banque Mondiale. https://blogs.worldbank.org/en/opendata/women-entrepreneurs-needed-stat

6 Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) (2023). « Indice des normes sociales de genre, 2023 (GSNI) : Lutter contre les stéréotypes de genre : Faire évoluer les normes sociales vers l'égalité de genre. » https://hdr.undp.org/content/2023-gender-social-norms-index-gsni#/indicies/GSNI

7 Organisation de coopération et de développement économiques (OECD) (2023). « Rapport mondial SIGI 2023 : Égalité de genre en temps de crise. » https://www.oecd-ilibrary.org/development/women-undertake-a-disproportionate-share-of-unpaid-care-and-domestic-work_b8923866-en

potentiel économique[8]. Le travail de soins non rémunéré enferme les femmes dans une forme de précarité de temps, on parle de « pauvreté en temps ». Ces deux facteurs combinés constituent un obstacle majeur à la justice économique des femmes et à leurs droits – c'est la principale raison invoquée par les femmes en âge de travailler pour expliquer qu'elles ne font pas partie de la population active[9], qu'elles ne sont pas en mesure de gérer leur propre entreprise ou qu'elles ne peuvent pas s'engager dans des activités de travail informel rémunéré. Cette situation est particulièrement grave dans le contexte actuel de polycrise liée au climat, aux conflits et aux conséquences de la pandémie de COVID-19. En effet, lorsque les crises surviennent, le travail de soins non rémunéré des femmes et des filles augmente et, par conséquent, leurs opportunités économiques diminuent. Sans investissement dans l'économie du soin, des décennies de progrès en matière d'égalité de genre risquent d'être réduites à néant.

En même temps, il y a des raisons d'espérer puisque le secteur du travail de soin est l'un de ceux qui connaissent la croissance la plus rapide au monde, promettant jusqu'à 150 millions de nouveaux emplois d'ici à 2030[10]. Les femmes entrepreneures montrent la voie en complétant les services publics de soins par des modèles d'entreprises sociales innovantes. Si les militantes féministes parviennent à influencer les gouvernements pour une législation et une transformation plus juste, l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux soins et aux services sociaux pourrait changer la donne pour les aidant·es non rémunéré·es.

Cette publication de la Fondation Cherie Blair pour les femmes et de CARE International explore des exemples de bonnes pratiques en matière de soins. Elle montre comment l'investissement dans l'économie des soins permet d'agir pour l'égalité de genre en renforçant l'entrepreneuriat des femmes, les possibilités d'emploi. Finalement, le but est d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs en matière de développement international. À travers l'histoire de quatre femmes entrepreneures, le rapport décrit des interventions réussies pour construire des économies du soin en accord avec le concept féministe des « 5 R » (reconnaissance, réduction, redistribution, représentation et rémunération du travail de soin). Les interventions comprennent l'augmentation de l'offre de soins, l'investissement dans les soins et les services sociaux, l'accent sur les soins à travers le large spectre des besoins en soins – de la prise en charge du handicap aux soins aux personnes âgées et à la garde d'enfants, la redistribution du travail de soin au niveau des ménages par le biais d'un changement des normes sociales, et la conduite d'une transformation économique qui change les lois, les structures et les économies, avec les aidant·es, les femmes dans toute leur diversité et les filles comme leaders.

Le développement de l'économie des soins est un scénario « gagnant-gagnant » à la fois pour l'égalité de genre, l'économie et la réalisation des objectifs du développement durable visant à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités. C'est un marché en pleine expansion qui aide à répondre aux besoins en soins croissants, contribue à la croissance mondiale, favorise les droits des femmes et des filles et leurs opportunités économiques. Investir dans l'économie des soins, dans les politiques de soins, le travail de soin et la protection sociale, pourrait créer environ 300 millions de nouveaux emplois[11], chaque dollar investi produisant près de quatre dollars de rendement du PIB mondial[12]. A contrario, ne pas investir dans cette économie aurait un coût élevé pour les femmes et les filles, mais aussi, plus globalement sur le plan économique. Dans le contexte actuel de polycrise, l'absence d'action en matière de prestation de soins pourrait réduire à néant des décennies de progrès en matière d'égalité de genre. Sans ces investissements, les États-Unis à eux seuls seraient confrontés à une perte annuelle de 290 milliards de dollars US d'ici à 2030[13].

8 Gates, M. F. (4 octobre 2023). « Melinda French Gates explique comment les dirigeants peuvent renforcer le pouvoir économique des femmes. » Fondation Bill et Melinda Gates. https://www. gatesfoundation.org/ideas/articles/melinda-french-gates-how-leaders-boost-womens-economic-power

9 Grantham, K. et Somji, A. (2022). « Solutions de garde d'enfants pour les femmes des micros et petites entreprises. » Publication de recherche. Groupe de travail sur l'autonomisation économique des femmes. Comité des donateurs pour le développement des entreprises. https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/Childcare-Solutions-for-Women-Micro-and-Small-Enterprises- MAY-22.pdf

10 Ce chiffre ne concerne que les emplois directement liés aux soins : Organisation internationale du travail (ILO) (2018). « Le travail de soin et les emplois du soin pour l'avenir du travail digne. » https://www. ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm

11 Voir aussi : De Henau, J. (2022). « Coûts et avantages de l'investissement dans des politiques transformatrices du soin : Étude de macro-simulation dans 82 pays. » Document de travail 55, ILO. ILO. https://www.ilo.org/global/publications/working-papers/WCMS_839252/lang--en/index.htm

12 ILO (2023). « Les avantages de l'investissement dans des politiques transformatrices en matière de garde d'enfants en faveur de l'égalité de genre et de la justice sociale. » https://www.ilo.org/resource/brief/ benefits-investing-transformative-childcare-policy-packages-towards-gender

13 Baller, S. et Hakspiel, J. (10 octobre 2023). « Développer une économie des soins : 4 leaders expliquent pourquoi investir aujourd'hui créera un cycle vertueux de prospérité. » Forum économique mondial. https://www.weforum.org/agenda/2023/10/experts-examine-how-developing-better-care-systems-can-close-gender-gaps/

Recommandations

Dans la prochaine décennie, les populations jeunes et âgées vont fortement augmenter. Le changement climatique aura des impacts dramatiques sur la santé des personnes. Ces différents facteurs vont faire augmenter de 10% les besoins en soins dans le monde[14]. Il n'a jamais été aussi important pour les décideur·ses de s'attaquer sérieusement à l'une des plus grandes injustices économiques de notre époque.

Les décideur·ses – y compris les gouvernements, les bailleurs, les agences multilatérales et le secteur privé – doivent mettre en place des économies du soin :

1- En reconnaissant les soins comme un droit et l'offre de soins comme un bien public mondial, et en s'engageant à construire des économies du soin en abordant les « 5 R » de reconnaissance, réduction, redistribution, représentation et rémunération pour le travail de soin.

2- En investissant au moins 10 % du revenu public national (provenant de la fiscalité progressive et de l'aide publique au développement [APD]) dans des services de soins de qualité, accessibles et abordables, et en **augmentant l'APD pour les soins, les services sociaux et la protection sociale.** En période de crise, les dépenses publiques consacrées aux soins et aux secteurs sociaux devraient être protégées afin d'éviter un recul de l'égalité de genre.

3- En élargissant l'offre de soins de qualité, notamment grâce à une combinaison adaptée au contexte d'offre publique de soins, d'entreprises sociales et de modèles gérés par la communauté. Différents modèles peuvent constituer une étape essentielle sur la voie d'une offre de soins universelle, gratuite et publique. Les gouvernements doivent veiller à ce que tous·tes celles et ceux qui ont besoin de soins aient accès à des services de qualité en subventionnant notamment l'offre de soins aux personnes à faible revenu.

4- En améliorant les services de soins pour répondre à tous les besoins (y compris ceux des personnes handicapées, des personnes âgées et des enfants) afin de remédier aux inégalités cachées en matière de soins. Les décideur·ses devraient, en priorité, augmenter les investissements dans les services de prise en charge du handicap et le soutien financier aux aidant·es non rémunéré·es d'enfants handicapés.

5- En s'attaquant aux normes de genre discriminatoires par le dialogue avec les ménages, en recadrant les discours sur le soin, en adoptant une législation d'équité de genre (comme les politiques de congé maternité et paternité), et en redistribuant le travail de soin plus équitablement entre les femmes et les hommes au niveau des ménages mais aussi entre les ménages et le secteur public en priorité, notamment en augmentant l'offre et l'investissement dans les soins.

6- En favorisant la transformation économique vers des économies du soin justes et équitables, en mettant en place des lois et des réglementations qui offrent aux aidant·es non rémunéré·es, aux femmes entrepreneures et aux travailleur·ses informel·les un meilleur accès aux soins, aux services sociaux et à la protection juridique et sociale. Cela permettra, d'une part, d'éviter que les femmes ne subventionnent l'économie par leur travail de soins non rémunéré en comblant le déficit de financement public des soins et, d'autre part, de renforcer le leadership des femmes, notamment en faisant en sorte que divers groupes de femmes et d'aidant·es codirigent la politique, le financement et la mise en œuvre de l'économie du soin.

14 ILO (2018). « Le travail de soin et les emplois du soin pour l'avenir du travail digne. » "https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm.



L'économie du care : une solution pour atteindre la justice économique

Diana Alhajjaj, mère de cinq enfants, participe et inspecte les classes dans sa crèche à Talifa, en Jordanie. © Ahmad Al-Bakri/CARE

Introduction : Le *care*, pierre angulaire des économies et des sociétés

Les soins et le travail domestique[15] constituent la colonne vertébrale de nos sociétés et nos économies. La garde d'enfants et l'éducation permettent aux générations futures de devenir des adultes dotés d'opportunités, de compétences et de potentiel. Les soins de santé constituent une base essentielle pour que les citoyen·nes se portent bien, se rétablissent et contribuent à l'économie. Les soins aux personnes handicapées et aux personnes âgées garantissent que tous·tes les citoyen·nes puissent faire partie de la société, de l'économie et de la vie publique. Les soins – rémunérés ou non – englobent toutes les activités qui aident les personnes à satisfaire leurs besoins[16], y compris les soins aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes handicapées[17] et aux personnes malades. Les activités d'enseignement et la distribution de nourriture et de produits de première nécessité pour un ménage font également partie de ce domaine d'activité. Le travail de soin est donc essentiel au fonctionnement des communautés et des économies[18] et accroît la richesse d'un pays. On estime que le travail de soins non rémunéré ajoute à lui seul 10,8 trillions de dollars US à l'économie mondiale chaque année, soit l'équivalent de 9 % du PIB mondial[19].

En tant que tels, les soins sont un bien mondial dont tous les membres d'une société et d'une économie bénéficient. Les soins sont également un droit, ce qui signifie que toute personne ayant besoin de soin a le droit de les recevoir. Une économie du soin s'assure de fournir tous les services et le soutien nécessaires pour garantir un accès universel à des soins adéquats. Il s'agit notamment de fournir des infrastructures publiques (hôpitaux, écoles, centres de soins) et de développer le marché des soins en créant ou en investissant dans le travail de soin digne. Du côté des prestataires de soins, les emplois de soins doivent répondre aux critères d'un travail

15 Cette publication se concentre sur les soins rémunérés et non rémunérés, et sur le travail domestique.

16 La Confédération syndicale internationale (ITUC), le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), Manki Maroua et CARE International (2021). « The Care Manifesto » (Le manifeste des soins). https://insights.careinternational.org.uk/publications/the-care-manifesto-a-joint- call-for-action-by-the-economic-justice-and-rights-action-coalition-civil-society-organisations-and-youth-group-leads

17 Dans ce rapport, nous utilisons à la fois la référence à la personne (personne handicapée) et la référence à l'identité (personne handicapée), afin de donner les deux options tout en notant que les gens peuvent avoir une préférence personnelle.

18 ONU Femmes (2022). « Boîte à outils sur les soins rémunérés et non rémunérés : Des 3R aux 5R. » https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/07/a-toolkit-on-paid-and- unpaid-care-work

19 Coffey, C., Espinoza, R. P., Harvey, R., Lawson, M., Parvez Butt, A., Piaget, K., Sarosi, D. et Thekkudan, J. (2020). « Il est temps de s'en occuper. Le travail de soin non rémunéré et sous-payé et la crise mondiale de l'inégalité. » Note méthodologique. Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928/

digne[20]. Ainsi, les travailleur·ses du soin doivent bénéficier d'une protection juridique et sociale et d'une juste rémunération pour leur travail. Au niveau de l'utilisateur·rice, l'accès à des soins de qualité devrait idéalement être gratuit. C'est déjà le cas pour les soins de santé au Royaume-Uni grâce au National Health Service (NHS), pour les services de garde d'enfants dans les pays nordiques tels que le Danemark et la Norvège, et pour l'éducation primaire et secondaire en Afrique du Sud, au Kenya, au Rwanda et dans de plus en plus de pays africains[21]. Il incombe à l'État de veiller à ce que des soins de qualité soient accessibles et gratuits pour tous·tes celles et ceux qui en ont besoin ou – s'ils ne sont pas gratuits pour tous·tes – subventionnés et librement accessibles pour les revenus les plus faibles.

Une crise du genre dans les soins

Aujourd'hui, les économies du soin sont loin d'être une réalité[22]. Partout dans le monde, les femmes et les filles sont victimes d'inégalités en matière de soins. Elles effectuent 2,6 fois plus de travail de soins non rémunéré que les hommes et les garçons[23]. Cela réduit considérablement leur temps libre, y compris le temps nécessaire pour récupérer ou s'engager dans des activités économiques. Le travail de soins non rémunéré est la principale raison invoquée par les femmes en âge de travailler pour expliquer qu'elles ne font pas partie de la population active[24], qu'elles ne sont pas en mesure de gérer leur propre entreprise et qu'elles ne peuvent pas s'engager dans des activités de travail informel rémunéré.



Devota, agricultrice mère de 3 enfants en Zambie, souhaite avoir sa propre affaire mais elle doit s'occuper de ses enfants. © Vanessa Mwingira/CARE

Les structures économiques reflètent et renforcent ces inégalités de genre. Les femmes sont responsables des soins de santé apportés à plus de 5 milliards de personnes dans le monde. Cela représente 3 000 milliards de dollars US. La moitié de ce travail est cependant non rémunéré. Les femmes sont également sous représentées et exclues des postes de direction dans le secteur des soins de santé. Ce phénomène a pour conséquence que leurs contributions ne sont pas reconnues, pas récompensées et plus ou moins invisibles dans les structures et les considérations économiques[25].

L'inégalité de genre dans les soins et le travail domestique est donc un obstacle majeur à la justice économique des femmes et, plus généralement, à l'égalité de genre. Cette situation est préjudiciable à tous·tes. Cette situation a des conséquences néfastes pour tous·tes. Ne pas s'attaquer à un problème qui touche la moitié de la population mondiale n'est pas seulement mauvais pour les affaires. Cela ralentit les économies, entrave l'éducation et rend plus difficile la gestion des crises lorsqu'elles surviennent. Elle déséquilibre le leadership et, dans le domaine des soins de santé, peut même augmenter le taux de mortalité des patient·es[26].

20 L'OIT définit le « travail digne » comme un travail « productif qui assure un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale des familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, la liberté pour les personnes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, ainsi que l'égalité des chances et de traitement pour toutes les femmes et tous les hommes » : ILO (n.d.). « Un travail digne. » https://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--en/index.htm

21 Gruijters, R. (31 mai 2023). « La gratuité de l'éducation secondaire dans les pays africains est en hausse, mais s'agit-il de la meilleure politique ? Ce que disent les faits. » La conversation. https:// theconversation.com/free-secondary-education-in-african-countries-is-on-the-rise-but-is-it-the-best-policy-what-the-evidence-says-204924

22 Forum Génération Égalité (2022). « Renforcer l'autonomisation économique des femmes en transformant l'économie des soins. » Plan d'action 1. https://forum. generationequality.org/news/increase-womens-economic-empowerment-transforming-care-economy

23 Organisation de coopération et de développement économiques (OECD) (2023). « Rapport mondial SIGI 2023 : Égalité de genre en temps de crise. » https://www.oecd-ilibrary.org/development/women-undertake-a-disproportionate-share-of-unpaid-care-and-domestic-work_b8923866-en

24 Grantham, K. et Somji, A. (2022). « Solutions de garde d'enfants pour les femmes des micros et petites entreprises. » Publication de recherche. Groupe de travail sur l'autonomisation économique des femmes. Comité des donateurs pour le développement des entreprises. https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/Childcare-Solutions-for-Women-Micro-and-Small-Enterprises- MAY-22.pdf

25 Women in Global Health (2023). Série « Les femmes dans la santé mondiale : L'équité de genre et le personnel de santé et du soin ». https://womeningh.org/sheshapes/

26 Organisation mondiale de la Santé (2019). « Les femmes à l'œuvre, les hommes à la tête : une analyse de genre et d'équité de la main-d'œuvre mondiale dans le domaine de la santé et de l'action sociale ». https://iris.who.int/ handle/10665/311322

Développer un système de soins plus équitable est bénéfique pour tous·tes. C'est aussi particulièrement crucial dans le contexte actuel de polycrise – qui comprend le changement climatique, les conflits et les impacts continus de la pandémie. Ces crises ont toutes un impact disproportionné sur les femmes et les filles. Le recul de l'égalité de genre, de la pauvreté dans le monde et le manque d'opportunités économiques pour les femmes ne s'arrêteront pas tant que le problème de l'inégalité dans les soins et le travail domestique n'aura pas été réglé. Les économies du soin sont la pierre angulaire des avenirs féministes justes. Les femmes et les filles en tant qu'entrepreneures, aidantes rémunérées ou non, travailleuses informelles ou formelles, et dans toute leur diversité, devraient être au cœur de l'élaboration de cet avenir.

Le contexte actuel de polycrise nécessite d'investir dans des économies du *care* si l'on veut éviter que la lutte pour l'égalité de genre ne s'effrite davantage

Le contexte actuel de polycrise a fait reculer de plusieurs générations les progrès en matière d'égalité de genre ; les droits des femmes et des filles sont en net recul. Les crises, telles que les catastrophes liées au changement climatique, la pandémie de COVID-19 et les conflits, ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles :

Le changement climatique : Les événements climatiques extrêmes augmentent le temps consacré aux tâches domestiques (telles que la recherche d'eau potable ou de bois) et le besoin de soins. Ces conséquences sont absorbées par les femmes qui doivent accroître encore plus leur temps consacré au travail domestique et donc impactent davantage leur pauvreté en temps[27].

La COVID-19 : Pendant la COVID-19, les femmes ont été les premières à perdre leur emploi. Lorsque les marchés se sont rétablis, elles ont souvent été les dernières à retrouver un emploi[28]. La pandémie a augmenté la charge du travail de soins non rémunéré des femmes et des filles d'environ deux à trois heures par jour[29], ce qui a affecté leurs possibilités d'exercer un travail rémunéré[30]. Quant aux femmes entrepreneures, elles ont déclaré que la part croissante consacrée au travail de soins non rémunéré avait sapé les performances de leur entreprise ou en avait limité la croissance[31].

La crise du pouvoir d'achat et l'austérité : Les mesures prises pour répondre aux chocs économiques mondiaux obligent les femmes à jouer le rôle d'« amortisseurs » pour continuer à subvenir aux besoins de leur famille, y compris en assurant le travail de soins non rémunéré si l'État réduit l'offre de soins[32].

Les conflits : Pendant les conflits, ou lorsqu'elles fournissent des soins de santé dans des situations de crise, comme au plus fort de la pandémie, les femmes et les filles subissent des niveaux plus élevés de violence et de harcèlement, la violence basée sur le genre ayant été décrite comme la « pandémie de l'ombre[33] ».

Lorsque les crises surviennent, les besoins en soins tendent à augmenter, les soins et le travail domestique deviennent plus lourds. Tout cela contribue à augmenter le temps non rémunéré que les femmes et les filles consacrent aux activités de soins, alimente donc le phénomène de pauvreté en temps et réduit encore davantage leur accès à des opportunités économiques. Pour éviter cet impact disproportionné sur les femmes et les filles et l'augmentation des inégalités en temps de crise, les décideur·ses doivent s'attaquer à l'inégalité en matière de soins et développer des économies du soin.

27 Buschmann, M. (2022). « Faire en sorte que la transition verte soit bénéfique pour les femmes : Libérer des opportunités équitables en matière de genre à l'ère de la sortie de crise. » CARE International. https:// careclimatechange.org/care-report-making-the-green-transition-work-for-women/

28 Forum économique mondial (2022). « Rapport mondial sur l'écart entre les genres 2022. » https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2022/

29 CDC Group (2020). « La COVID-19 et l'autonomisation économique des femmes : Une chance d'investir pour le changement ? » *British International Investment.* https://www.bii.co.uk/en/news- insight/insight/articles/covid-19-and-womens-economic-empowerment-a-chance-to-invest-for-change/

30 Organisation de coopération et de développement économiques (OECD) (2021). « La prestation de soins en temps de crise : L'inégalité de genre dans le travail rémunéré et non rémunéré pendant la COVID-19. » Politique de réponse de l'OECD au coronavirus (COVID-19). https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/caregiving-in-crisis-gender-inequality-in-paid-and-unpaid-work-during- covid-19-3555d164/

31 Cette enquête s'appuie sur les réponses de 718 femmes entrepreneures de 78 pays à revenu faible ou intermédiaire, dont 19 % ont déclaré que le travail de soins non rémunérés avait compromis les performances de leur entreprise ou en avaient limité la croissance. Voir : Cherie Blair Foundation for Women (2023). « Résilience et détermination face aux défis mondiaux : Audit de 2022 des femmes entrepreneures dans les pays à revenu faible et intermédiaire. » https://cherieblairfoundation.org/what-we-do/research/2022-audit/

32 Gender and Development Network (GADN) (2023). « Atteindre l'égalité de genre et les droits des femmes grâce aux services publics et à la protection sociale. » https://gadnetwork.org/gadn-resources/briefing-public-services-and-social-protection

33 Nations Unies (25 octobre 2021). « La COVID-19 a conduit à "la pandémie de l'ombre" de la violence contre les femmes et les filles, déclare le Secrétaire général dans son message à l'occasion de l'anniversaire du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. » https://press.un.org/en/2021/sgsm20989.doc.htm

Développer des économies du *care* comme solution pour des avenirs féministes

Les décideur·ses ont la responsabilité et la capacité de favoriser des structures économiques respectant l'équité de genre basées sur le principe d'économie du soin. Iels devraient le faire en reconnaissant les soins comme un droit, inscrit dans la loi, et comme un bien mondial public. Développer une économie des soins nécessite une approche holistique, à 360 degrés[34], et devrait se faire en tenant compte du concept féministe des « 5 R » : Reconnaissance, Réduction, Redistribution, Représentation et Rémunération [pour le travail de soin][35].

Développer des économies du *care* en accord avec les « 5 R »

Le concept féministe des « 5 R » encourage une approche holistique du développement des économies du soin, en abordant 5 dimensions :

Reconnaissance – de la valeur du travail de soin, y compris en tant que travail productif qui ajoute de la valeur à l'économie et à la société. En pratique, cela signifie qu'il faut comptabiliser la contribution économique des soins dans les statistiques nationales et mettre en œuvre des politiques publiques, des lois et des réglementations qui visent à faire évoluer favorablement les inégalités de genre et qui incluent l'analyse de la contribution économique des soins. Par exemple, la politique de soin du gouvernement kényan met en place des mesures visant à prendre en compte le travail de soin dans les politiques et la législation du travail, les normes, les services et les infrastructures, tout en cherchant à mesurer le travail de soins non rémunéré.

Réduction – du nombre total d'heures que les femmes et les filles consacrent aux soins non rémunérés, ainsi que la réduction de la pénibilité des tâches. Pour ce faire, il faut mettre en place des infrastructures publiques de soins et fournir des services de soins et une protection sociale afin de réduire la quantité de travail de soins non rémunéré effectué par les femmes et les filles. En Inde, les interventions telles que les technologies agricoles et la gestion du bétail dans les zones rurales pour les agricultrices ont permis de réduire de cinq à six heures par jour le temps consacré aux soins non rémunérés et aux travaux domestiques, ce qui a donné aux femmes le temps de former des groupes au niveau du village et d'assumer des rôles de leadership[36].

Redistribution – du travail de soin au niveau des ménages, en s'attaquant aux normes discriminatoires basées sur le genre et transférant la responsabilité aux gouvernements et aux employeurs. Pour ce faire, il faut remettre en question les stéréotypes de genre qui placent les femmes et les filles en « première ligne » du travail de soin, et veiller à ce que les gouvernements et les employeurs jouent leur rôle dans l'offre de soins. L'Uruguay, par exemple, a mis en place un système national de prise en charge intégrée des enfants, des personnes âgées et du handicap, qui redistribue, reconnaît et réduit les soins et le travail domestique et investit dans les services publics.

Représentation – des aidant·es et des travailleur·ses du soin, y compris les plus marginalisé·es, dans les décisions et la conception des politiques de soins, plaçant ainsi les femmes et les filles au cœur du défi et du changement. Par exemple, il pourrait s'agir de consulter les aidant·es, les syndicats et les organisations qui représentent les travailleurs du soin lors de l'élaboration d'une politique nationale des soins.

Rémunération – du travail de soin, en créant des conditions de travail digne et un salaire égal pour un travail de valeur égale afin de protéger une main-d'œuvre composée en grande partie de femmes, et en créant de manière générale des emplois dignes dans le domaine des soins. Par exemple, la Convention 189 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les travailleur·ses domestiques a été ratifiée par 37 pays, qui s'engagent à « prendre des mesures pour assurer la promotion et la protection effectives des droits humains de tous·tes les travailleur·ses domestiques[37]. »

34 La Confédération syndicale internationale (ITUC), le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), Manki Maroua et CARE International (2021). « The Care Manifesto » (Le manifeste des soins). https://insights.careinternational.org.uk/publications/the-care-manifesto-a-joint- call-for-action-by-the-economic-justice-and-rights-action-coalition-civil-society-organisations-and-youth-group-leads

35 Comme décrit par le « Cadre des 5R pour le travail de soin digne » de ILO ; voir : Addatti, L., Cattaneo, U. et Valarino., I. (2018). « Le travail de soin et les emplois du soin pour l'avenir du travail de soin digne. » ILO. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm

36 La Confédération syndicale internationale (ITUC), le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), Manki Maroua et CARE International (2021). « The Care Manifesto » (Le manifeste des soins). https://insights.careinternational.org.uk/publications/the-care-manifesto-a-joint- call-for-action-by-the-economic-justice-and-rights-action-coalition-civil-society-organisations-and-youth-group-leads

37 Voir : C189 – Convention sur les travailleurs domestiques, ILO. https://webapps.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C189



Meagan Cundiff est ambulancière à Atlanta et est mère de quatre jeunes enfants. Photographiée en juin 2020, au plus fort de la pandémie de COVID-19.
© Kate Adelung/CARE

Financer et agir de façon ciblée est essentiel pour le développement d'une économie du soin. Les décideur·ses devraient investir 10 % des budgets publics (provenant idéalement d'une fiscalité progressive et de l'aide publique au développement) dans les soins, augmenter le financement public des services sociaux et de la protection sociale, et contribuer à l'objectif mondial de création de 80 millions d'emplois du soin dignes[38]. Ces objectifs ont été approuvés par les gouvernements, les organisations de défense des droits des femmes et le secteur privé dans le cadre des engagements conjoints de la Coalition d'action « Justice et droits économiques » du Forum Génération Égalité. Il est essentiel que ces engagements incitent à l'action et inspirent d'autres parties prenantes à suivre le mouvement. Cependant, le développement d'une économie des soins est plus nuancé et complexe. Pour y parvenir, il faut que de multiples parties prenantes agissent sur quatre dimensions : infrastructures, services, protection sociale et filets de sécurité, ainsi que les soins liés à l'emploi[39]. Par ces lois, politiques et investissement, le secteur public peut et doit façonner toutes ces dimensions. Par exemple, **les gouvernements** peuvent financer des infrastructures de soins de qualité, créer des emplois du soin dignes, investir dans la protection sociale liée aux soins et mettre en place des structures de marché du travail qui soutiennent à la fois les femmes entrepreneures, les employées et les aidantes. **Les bailleurs et les agences multilatérales** assument la responsabilité des financements et des priorités en soin, des services sociaux et de la protection sociale dans le cadre de leur engagement en faveur du développement international, et peuvent fournir des conseils politiques pour accélérer les progrès. Le **secteur privé** devrait compléter l'action par l'offre de soins, en s'attaquant à la discrimination basée sur le genre dans les chaînes de valeur et en offrant l'égalité des chances au travail. Cela passera notamment par la suppression des écarts de rémunération liés au genre et la mise en place des congés parentaux, d'horaires flexibles et d'autres politiques de travail favorables à la vie de famille.

38 Il convient de noter que l'objectif d'investissement consiste à investir « plus de 2 % du revenu public dans les soins ». Les organisations de défense des droits de la femme (WRO) et les organisations de la société civile (OSC) se sont appuyées sur cette base pour recommander d'investir 10 % du revenu national dans l'économie des soins (y compris les soins publics de qualité, les services sociaux et les emplois du soin dignes). Voir : La Confédération syndicale internationale (ITUC), le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement, le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), Manki Maroua et CARE International (2021). « The Care Manifesto » (Le manifeste des soins). https://insights.careinternational.org.uk/publications/the-care-manifesto-a-joint- call-for-action-by-the-economic-justice-and-rights-action-coalition-civil-society-organisations-and-youth-group-leads

39 Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP) (2022). « Comment investir dans l'économie des soins : Abécédaire. » https://www.unescap.org/ kp/2022/how-invest-care-economy-primer

Si les gouvernements et les acteurs publics sont responsables en dernier ressort de l'accès abordable voire gratuit à des soins de qualité pour tous·tes celles et ceux qui en ont besoin, les acteurs du secteur privé peuvent contribuer à accroître l'offre de soins, par exemple au moyen de modèles d'entreprises sociales. Ces modèles peuvent constituer un tremplin vers des soins universels, gratuits[40] et de qualité. Dans le cadre de ces modèles d'entreprise sociale, l'État a la responsabilité de garantir l'équité tant du côté de l'utilisateur·rice que de l'offre, en subventionnant les soins pour celles et ceux qui n'en ont pas les moyens et en mettant en place une protection juridique et sociale pour les travailleur·ses du soin, y compris les indépendant·es.

Un changement réel et fondamental vers des économies du soin nécessite une transformation économique et une action de la part de toutes les parties prenantes : pour mettre en place les structures, les systèmes, les lois, les politiques, les normes et les comportements qui permettront à toutes les femmes de participer équitablement à l'économie et de fournir des soins accessibles, abordables et de qualité à toutes les personnes qui en ont besoin. Les aidant·es, les femmes et les filles, ainsi que les organisations qui les représentent, devraient être au cœur de l'élaboration de l'économie des soins, afin de garantir de mettre au cœur du système l'égalité de genre et l'offre de soins de qualité.

Comment développer des économies du *care* dans la pratique – investissements, actions et politiques qui réussissent

Cette publication explore des exemples de bonnes pratiques d'actions et de politiques qui ont contribué au développement d'économies du soin. Elle montre comment l'investissement dans l'économie du *care* renforce l'entrepreneuriat des femmes, les opportunités d'emploi et l'égalité de genre de manière plus générale, et comment cela peut aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs de développement économique pour contribuer in fine à la croissance mondiale. Le rapport fonde son action sur des recommandations féministes établies de longue date, à savoir l'augmentation des investissements dans les soins et les services sociaux, l'augmentation du travail de soin digne et l'adoption d'une approche holistique à 360 degrés des soins, conformément aux « 5R ».

Comprenant des études de cas sur quatre femmes entrepreneures, leurs réussites et leurs expériences au Kenya, au Royaume-Uni et au Vietnam, elle se concentre sur des exemples spécifiques des interventions qui fonctionnent pour développer des économies du soin et renforcer la justice économique des femmes. L'objectif est de répondre à ces questions : comment générer un travail de soin digne et renforcer l'entrepreneuriat des femmes en développant le marché des soins apportés aux enfants au moyen de modèles d'entreprises sociales (**chapitre 1**) ; comment renforcer les opportunités économiques des femmes en améliorant l'offre de service de soins, en prenant l'exemple de la prise en charge du handicap (**chapitre 2**) ; au niveau du ménage, comment accélérer la justice économique des femmes en s'attaquant aux normes de genre discriminatoires (**chapitre 3**) ; et comment favoriser la transformation économique et modifier les structures pour une meilleure équité de genre, en prenant l'exemple des politiques de congé parental pour les femmes entrepreneures (**chapitre 4**).

De nombreuses activités liées aux soins donnent la priorité à la garde d'enfants par rapport à d'autres besoins, ce qui démontre l'iniquité de l'action et du discours politique lorsque l'accent est mis sur les soins. La prise en charge du handicap a été mise en évidence dans cette étude afin de souligner la nécessité pour les décideur·ses de prendre des mesures spécifiques dans l'ensemble du spectre des soins. La publication montre également comment les choix de dépenses des gouvernements, tels que les réductions de prise en charge des soins et des services publics, peuvent accentuer la crise des soins et les inégalités de genre, et comment passer de la « lutte contre la sous-représentation des femmes sur le marché du travail » à la « lutte contre le sous-investissement public dans l'offre de soins ». Aujourd'hui, les systèmes économiques sont défavorables aux femmes et aux filles. Il est nécessaire de transformer l'économie en structures justes et équitables en matière de genre. La publication aborde ce sujet et donne des idées de points de départ pour transformer les économies – en modifiant les lois, les politiques et les structures de marché, ou en exploitant le potentiel de la transition vers des économies vertes.

40 L'expression « soins de qualité gratuits » fait référence à l'accès gratuit des usagers aux soins ; elle ne signifie pas que les soignant·es doivent exercer leur travail gratuitement. À l'inverse, au niveau de l'offre, le travail de soin devrait toujours être un travail digne – que ce soit par le biais de structures de marché et de l'État accordant des protections juridiques/sociales aux entrepreneurs du soin ou par le biais de soins entièrement rémunérés par le secteur public.



Un participant à la campagne « Super Dad » (super papa) de CARE fournit des soins à ses deux filles, au Kosovo. La campagne encourage les pères à jouer un rôle plus actif dans l'éducation de leurs enfants. © CARE/Arben Llapashtica

Passons aux choses sérieuses : les avantages de développer une économie des soins et les coûts de l'inaction

Le marché du soin est en pleine expansion : avec la croissance significative des populations jeunes et âgées et l'aggravation des problèmes de santé liés au changement climatique, les besoins en soins devraient augmenter de 10 % au niveau mondial pour atteindre 2,3 milliards de personnes nécessitant des soins entre 2015 et 2030[41]. Pour répondre à cette demande accrue de services de soins, les contributions budgétaires publiques devraient passer de 8,7 % du PIB en 2015 à 14,9 % du PIB en 2030[42]. Ce secteur a un fort potentiel de développement économique pour les femmes, notamment les femmes entrepreneures qui souhaitent créer des entreprises sociales dans le domaine de la garde d'enfants ou de l'aide à la prise en charge du handicap, qui emploient des travailleur·ses de la santé ou des enseignant·es, et des travailleur·ses informel·les qui s'occupent des personnes âgées ou qui effectuent des travaux domestiques. Toutes ces personnes devraient avoir accès aux structures de travail digne et à la protection juridique et sociale nécessaire pour assurer la sécurité au travail, car il s'agit là aussi d'un droit universel[43].

Le développement de l'économie des soins répond donc à une demande croissante, et s'il est porteur d'immenses avantages, il risque aussi d'engendrer des coûts importants s'il est négligé. Investir dans l'économie du soin est un scénario « gagnant-gagnant », car il profite aux économies du monde entier et renforce la justice économique des femmes et l'égalité de genre. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que d'ici 2035, des investissements à grande échelle dans l'économie des soins (y compris dans les politiques de soins, le travail digne et la protection sociale) pourraient créer environ 300 millions de nouveaux emplois[44], chaque dollar investi dans l'économie des soins produisant près de quatre dollars de rendement sur le PIB mondial[45]. A contrario, le coût de l'absence d'investissement est élevé pour l'inégalité de genre, mais aussi sur le plan économique. Sans investissement dans l'économie des soins, les États-Unis à eux seuls seraient confrontés à une perte annuelle de 290 milliards de dollars américains d'ici à 2030[46].

41 ILO (2018). « Le travail de soin et les emplois du soin pour l'avenir du travail digne. » https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm

42 Gender Smart, 2X Collaborative (2022). « L'économie des soins. » https://www.2xglobal.org/care-economy-cop

43 ILO (2022). « Faire du droit à la sécurité sociale une réalité pour les travailleurs domestiques : Examen mondial des tendances politiques, des statistiques et des stratégies d'extension. » https://www.ilo.org/ global/publications/books/WCMS_848280/lang--en/index.htm

44 Voir aussi : De Henau, J. (2022). « Coûts et avantages de l'investissement dans des politiques transformatrices du soin : Étude de macro-simulation dans 82 pays. » Document de travail 55, ILO. ILO. https://www.ilo.org/global/publications/working-papers/WCMS_839252/lang--en/index.htm

45 ILO (2023). « Les avantages de l'investissement dans des politiques transformatrices en matière de garde d'enfants en faveur de l'égalité de genre et de la justice sociale. » https://www.ilo.org/resource/brief/ benefits-investing-transformative-childcare-policy-packages-towards-gender

46 Baller, S. et Hakspiel, J. (10 octobre 2023). « Développer une économie des soins : 4 leaders expliquent pourquoi investir aujourd'hui créera un cycle vertueux de prospérité. » Forum économique mondial. https://www.weforum.org/agenda/2023/10/experts-examine-how-developing-better-care-systems-can-close-gender-gaps/



Un scénario « gagnant-gagnant » : Créer des services de garde d'enfants et renforcer l'entrepreneuriat des femmes

María Juana Xico Alquijay, une femme entrepreneure qui produit des tomates, au travail avec sa fille Vilma, Guatemala. © deBode/CARE

Les services de garde d'enfants sont un élément essentiel du programme de soins au sens large. Selon la Banque mondiale, plus de 40 % (près de 350 millions) des enfants n'ayant pas atteint l'âge de la scolarité en primaire ont besoin d'un service de garde d'enfants, mais n'y ont pas accès[47]. Le manque de services de garde d'enfants affecte de manière disproportionnée les enfants et les familles dans les pays à faible et intermédiaire revenu[48]. Cela entraîne des répercussions sur la justice économique des femmes.

Sans services de garde d'enfants accessibles, abordables et de bonne qualité, les femmes effectuent ce travail sans être rémunérées. Cette inégalité dans les soins et le travail domestique empêche les mères actives de participer pleinement au marché du travail[49] : au Royaume-Uni, le manque de solutions de garde d'enfant ou de parents est l'une des principales raisons invoquée par les femmes pour justifier le fait qu'elles ne lancent pas d'activité d'auto-entrepreneure[50]. Lorsqu'elles dirigent une entreprise, le travail de soins non rémunéré reste la principale difficulté pour réussir et développer leur activité[51].

En parallèle, le marché du soin est en pleine expansion : l'économie des soins offre des opportunités considérables aux femmes entrepreneures et constitue un secteur d'activité en pleine expansion. On estime d'ailleurs qu'il devrait créer jusqu'à 150 millions d'emplois dans le monde d'ici 2030[52]. Le secteur du soin est un secteur très féminisé. La création d'emplois dans ce domaine accélérerait donc les opportunités de travail des femmes et contribuerait à réduire les disparités de genre en matière d'entrepreneuriat. Au niveau mondial,

47 Devercelli, A. E. et Beaton-Day, F. (2020). « De meilleurs emplois et un avenir plus radieux : investir dans les services de garde d'enfants pour renforcer le capital humain. » Banque mondiale. https://openknowledge. worldbank.org/entities/publication/385821d3-bce3-5640-b140-48e27b58296b

48 Ibidem.

49 Ferrant, G., Pesando, L. M. et Nowacha, K. (2014). « Le travail de soins non rémunérés : Le chaînon manquant dans l'analyse des écarts de revenus liés au genre. » Documents de politique de développement de l'OECD 16. https://doi.org/10.1787/02e538fc-en

50 HM Treasury (2019). « La revue Alison Rose sur l'entrepreneuriat féminin. » https://www.gov.uk/government/publications/the-alison-rose-review-of-female-entrepreneurship

51 Grantham, K. et Somji, A. (2022). « Solutions de garde d'enfants pour les femmes des micros et petites entreprises. » Publication de recherche. Groupe de travail sur l'autonomisation économique des femmes. Comité des donateurs pour le développement des entreprises. https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/Childcare-Solutions-for-Women-Micro-and-Small-Enterprises- MAY-22.pdf

52 ILO (2018). « Le travail de soin et les emplois du soin pour l'avenir du travail digne. » https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm

seul un entrepreneur sur trois est une femme[53]. Cette tendance varie selon les régions. Par exemple, en Afrique subsaharienne, seulement 29 % des entreprises sont dirigées par des femmes alors qu'elles sont 33 % en Europe et en Asie centrale. Ces disparités de genre sont répandues dans le monde entier. Rien qu'au Royaume-Uni, l'écart lié au genre dans l'entrepreneuriat équivaut à 1,1 million d'entreprises manquantes[54].

Développer des services de garde d'enfants est donc un scénario gagnant-gagnant : cela crée des emplois dans un secteur très féminisé et répond à un obstacle majeur de la justice économique des femmes, à savoir le manque de services de garde, qui empêche les femmes d'accepter un travail (mieux) rémunéré.

Étude de cas 1 : Améliorer l'accès aux services de garde d'enfants de qualité et stimuler l'entrepreneuriat des femmes, Kidogo, Kenya

L'entreprise sociale Kidogo[55] est devenue le plus grand réseau de services de garde d'enfants du Kenya, offrant des services de garde d'enfants abordables et de qualité aux ménages à faible revenu. Bien que l'offre de services de garde d'enfants ait augmenté dans les zones urbaines du Kenya, leur coût et leur qualité sont des défis majeurs qui empêchent les femmes d'utiliser ces services[56]. Au Kenya, les femmes consacrent jusqu'à cinq de leurs huit heures de travail par jour au travail de soins non rémunéré, alors que les hommes n'y consacrent qu'une heure par jour. Elles perdent donc une demi-journée de salaire potentiel ou le temps de développer leur propre activité[57].

La participation des femmes au marché du travail est faible au Kenya, plus faible que dans d'autres pays d'Afrique de l'Est[58]. Pourtant, les femmes, et les entreprises tenues par elles, sont des moteurs essentiels de l'économie kényane. Les entreprises dirigées par des femmes créent des emplois et contribuent au bien-être social et aux droits des femmes, de leurs familles et de leurs communautés[59]. Le développement de l'entrepreneuriat féminin dans le domaine du soin renforcerait l'entrepreneuriat des femmes[60], et réduirait ainsi les disparités de genre sur le marché du travail kényan.

Kidogo utilise un modèle d'entreprise sociale qui s'attaque à ces deux problèmes. Il répond au manque de services de garde d'enfants abordables et de qualité, et renforce ainsi les opportunités économiques des femmes au sein des communautés. Il développe l'entrepreneuriat des femmes, en formant et en soutenant les femmes entrepreneures, appelées « Mamapreneurs » par Kidogo, pour qu'elles développent leurs propres entreprises de services de garde d'enfants au sein de leurs communautés locales. Kidogo est un modèle payant, dans lequel les entrepreneures du soin paient Kidogo en échange des avantages liés à l'appartenance au réseau de franchises (notamment le mentorat, la formation et l'accès à des interventions en nutrition). Les entrepreneures du soin reçoivent une formation intensive sur les compétences entrepreneuriales, ainsi que sur les soins à la petite enfance, l'éducation, la santé et la nutrition, afin d'améliorer la qualité des services offerts aux jeunes enfants et à leurs aidant·es. Elles reçoivent également un kit de démarrage comprenant des ressources pour leurs centres et des possibilités d'assurance qualité et de formation continue. Les parents paient à leur tour l'entrepreneure du soin – environ 100 shillings kényans (Ksh) ou 60 centimes/jour, ce qui est le taux du marché dans ces communautés.

53 Halim, D. (5 mars 2020). « On a besoin de femmes entrepreneures, maintenant ! » Blogs de la Banque Mondiale. https://blogs.worldbank.org/en/opendata/women-entrepreneurs-needed-stat

54 HM Treasury (2019). « La revue Alison Rose sur l'entrepreneuriat féminin. » https://www.gov.uk/government/publications/the-alison-rose-review-of-female-entrepreneurship

55 Kidogo : https://www.kidogo.co/

56 Biscaye, P., Egger, D. et Pape, U. J. (2022). « Concilier travail et garde d'enfants. Données issues des fermetures et réouvertures d'écoles liées à la COVID-19 au Kenya. » Banque mondiale. https://doi. org/10.1596/1813-9450-9958

57 Gouvernement du Kenya (2024). « Politique nationale de soins. » Département d'État chargé de l'égalité de genre et de l'action positive. https://gender.go.ke/wp-content/uploads/2024/02/KENYA- NATIONAL-CARE-POLICY-FINAL-DRAFT-2024.doc

58 La participation des femmes au marché de l'emploi au Kenya se situe entre 64 % et 72 % et est inférieure à celle de l'Éthiopie (76 %), du Rwanda (84 %), de la Tanzanie (81 %) et de l'Angola (77 %). Banque Mondiale (2021). Mise à jour économique du Kenya : «Des emplois plus productifs sont la clé d'un relèvement résilient du Kenya après la pandémie de COVID-19. » https://www.worldbank.org/en/country/kenya/ publication/kenya-economic-update-more-productive-jobs-hold-the-key-to-kenya-s-resilient-recovery-from-the-covid-19-pandemic

59 Nunda, D., Makokha, E. et Namusonge, G. (2016). « Déterminants de l'entrepreneuriat féminin efficace au Kenya : Une étude sur le comté de Trans-Nzoia. » *European Journal of Business Management* 8(30), 174–182. https://iiste.org/Journals/index.php/EJBM/article/view/33856/0

60 Biscaye, P., Egger, D. et Pape, U. J. (2022). « Concilier travail et garde d'enfants. Données issues des fermetures et réouvertures d'écoles liées à la COVID-19 au Kenya. » Banque mondiale. https://doi. org/10.1596/1813-9450-9958



Mary Giroga, propriétaire d'un service de garderie soutenu par Kidogo à Nairobi.
© Baz Ratner

Grâce à Kidogo, 1 600 femmes entrepreneures issues de quartiers défavorisés ont créé une entreprise qui leur assure un revenu digne[61]. Après un an d'adhésion à Kidogo, on constate que les revenus ont été multipliés par deux. Leurs centres de garde d'enfants accueillent 38 000 enfants dans le pays, ce qui permet aux femmes de consacrer plus de temps à d'autres activités, y compris d'exercer un travail rémunéré. Les témoignages de deux entrepreneures ci-dessous démontrent l'impact du modèle sur le développement de l'entrepreneuriat des femmes et sur le renforcement des opportunités économiques des femmes grâce à l'offre de services de garde d'enfants.

L'histoire de la réussite d'une « Mamapreneur » – Mary Giroga est l'une des « Mamapreneurs » qui dirigent une crèche Kidogo à Nairobi. Sa crèche, Mary Blessed, créée en 2017, accueille 40 enfants. Pour maintenir les ratios enfants/aidant·es de Kidogo, elle emploie également des assistantes maternelles – des femmes de la communauté – pour aider à prendre soin des enfants.

« J'ai créé ma crèche parce que les parents de mon quartier souffraient lorsqu'ils allaient au travail. Il n'y avait pas de crèche à proximité, alors ils étaient obligés de faire un long trajet pour les y emmener tandis que d'autres emmenaient leurs enfants au travail. Cela a permis aux femmes d'aller plus facilement travailler », explique Mary.

Mary a rencontré des difficultés importantes lors de la création de son entreprise, allant d'un manque d'accès au financement à des difficultés avec ses clients. Le manque d'accès au financement est un obstacle majeur à la justice économique des femmes. Les barrières spécifiques vont du manque de contrôle sur les actifs et les ressources économiques à la mobilité limitée, en passant par les exigences des fournisseurs financiers en matière de « connaissance de la clientèle », telles que la présentation d'une carte d'identité ou la nécessité d'un garant pour ouvrir un compte bancaire[62]. *« La plupart des femmes n'ont pas le capital nécessaire pour créer leur entreprise ou quelqu'un pour les motiver à créer leur entreprise. Certaines sont découragées par leurs proches et leurs familles »,* déclare Mary. *« Ma famille, en particulier mon mari, est très heureux, car il sait que je peux aider à subvenir à nos besoins. Il m'a encouragée à ne pas abandonner. Mais la société m'a découragée. »* **La formation continue et le soutien qu'elle reçoit de Kidogo depuis 2019 l'ont aidée à mieux travailler avec les enfants et leurs parents.**

Le travail de Kidogo pour soutenir des femmes comme Mary peut contribuer à créer un énorme effet d'entraînement en allégeant le temps que d'autres femmes consacrent à la garde des enfants, en améliorant le bien-être et les capacités des enfants, et en améliorant la participation économique des femmes.

Jacqueline Muthoni Njogu : Une entrepreneure et mère de famille accède à des services de garde d'enfants de qualité grâce à Kidogo. L'une des clientes de Mary est Jacqueline Muthoni Njogu. Jacqueline, mère de deux enfants, est une entrepreneure qui vend des légumes sur le marché physique de Githurai à Nairobi. Grâce à la crèche de Mary, elle a pu accéder à des services de garde d'enfants abordables et de bonne qualité, ce qui lui a permis de gérer son entreprise de manière plus efficace et plus rentable.

61 Cela représente au moins un revenu mensuel de 150 dollars américains – plus élevé que la moyenne perçue par un travailleur du soin informel au Kenya et plus élevé que le salaire minimum mensuel obligatoire de 15 201 Ksh ou 113 dollars américains.

62 CARE International (2020). « Construire l'avenir : Créer un monde plus équitable, plus juste en matière de genre, plus inclusif et plus durable. » https://insights.careinternational.org.uk/ publications/building-forward-creating-a-more-equitable-gender-just-inclusive-and-sustainable-world



Jacqueline Muthoni Njogu, bénéficiaire de Kidogo, sur son lieu de travail pendant que son enfant est à la garderie. © Baz Ratner

« Depuis que j'emmène mon enfant à la garderie *Kidogo, j'ai observé beaucoup de changements. Avant je ne travaillais que quelques heures,* ***mais maintenant je peux travailler toute la journée. Je sais que mon enfant est en sécurité****. Je fais beaucoup de bénéfices, ce qui me permet de bien subvenir aux besoins de ma famille »,* explique Jacqueline. *« J'ai aussi observé beaucoup de changements chez mon fils. Avant il n'arrivait pas à utiliser le pot, il ne pouvait pas utiliser un mouchoir, il ne parlait pas et il était très nerveux. Aujourd'hui, il est courageux, il parle, il prie et il sait comment interagir avec les autres enfants. Je suis très à l'aise au travail, car je sais que mon enfant se trouve dans un lieu sûr. »*

La qualité de l'accueil des enfants dans les crèches Kidogo a été vitale pour Jacqueline : *« Si je n'avais pas accès à une crèche Kidogo, je devrais emmener mon enfant au travail, c'est-à-dire au marché. Ce n'est pas sain pour mon enfant à cause de l'environnement et il pourrait être atteint de maladies comme le choléra. En fin de compte, je fermerais mon entreprise parce que je ne pourrais pas m'occuper de mon entreprise et de mon enfant. »*

Une solution pour une offre de soins universelle

Les modèles d'entreprise sociale tels que celui de Kidogo constituent une étape essentielle dans le développement de services de garde d'enfants abordables et de qualité dans les communautés. Ils tirent profit du potentiel des marchés du soin en pleine croissance en transformant la demande de soins en opportunités d'entrepreneuriat pour les femmes. Cependant, pour vraiment tirer parti du changement transformatif qui peut conduire à l'égalité de genre, l'ensemble de l'écosystème a besoin d'investissements pour fonctionner à grande échelle.

Les systèmes de soins existants devraient être développés grâce à une offre de soins de qualité, notamment par un mélange adapté au contexte de soins publics, d'entreprises sociales et de modèles dirigés par la communauté, tels que l'entrepreneuriat du soin et l'offre de services de garde d'enfants par des groupes d'épargne. Différents modèles peuvent jouer un rôle clé dans l'élargissement de l'offre de services de garde d'enfants vers une offre publique, universelle et gratuite.

Le secteur privé peut développer l'offre de soins par des modèles d'entreprise sociale. Il devrait le faire dans le respect des droits humains internationaux (y compris ceux liés au travail digne) et en faisant progresser l'égalité de genre (en donnant la priorité à l'entrepreneuriat des femmes, par exemple).

Les gouvernements doivent veiller à ce que tous·tes celles et ceux qui ont besoin de soins aient accès à des services de soins de qualité. Tout en développant l'offre publique de soins et en s'efforçant de parvenir à un accès universel et gratuit aux soins, les gouvernements devraient subventionner l'offre de soins aux personnes à faible revenu et favoriser l'offre de services de soins dans les domaines qui ne sont pas commercialement lucratifs ou qui ne sont pas couverts par le secteur privé. Par le biais de lois, de politiques et de législations, les décideurs publics doivent également garantir des normes de travail digne pour les femmes entrepreneures, notamment en renforçant les dispositions sociales, juridiques et en matière de soins pour les travailleurs du soin indépendants.

Les bailleurs et les agences multilatérales devraient soutenir les efforts visant à fournir des soins gratuits universels en augmentant de manière significative l'APD et le financement des soins et des services sociaux. Ils devraient également recommander un financement public fort et continu (par le biais de l'APD et de la fiscalité progressive) pour les soins et les services sociaux, même en période de restrictions budgétaires.



Investir dans les services du soin pour tous les besoins

La docteure Olena Bulavina (29 ans) prend la tension artérielle de sa patiente Olga Gvozduk (77 ans), dans un établissement de santé de Rivne, en Ukraine. © Cesar Lopez/CARE

Lorsque l'offre de services de soins est insuffisante, les femmes et les jeunes filles prennent le relais pour effectuer les soins sans être rémunérées et en supportent le coût. À l'échelle mondiale, elles consacrent 4,7 heures par jour à des activités de soins non rémunérées, alors que les hommes n'y consacrent que 1,8 heure (moyenne mondiale)[63]. De nombreuses femmes et jeunes filles se retrouvent donc dans une situation de « pauvreté en temps », qui limite leur capacité à participer à des activités rémunérées et de loisirs. Les aidant·es non rémunéré·es déclarent souvent avoir du mal à conserver ou à exercer un travail rémunéré. Quatre aidant·es non rémunéré·es sur dix n'ayant pas atteint l'âge de la retraite – dont 60 % sont des femmes – ne travaillent pas autant qu'iels le pourraient en raison de leur rôle du soin[64]. Leur travail de soins non rémunéré reste invisible pour les décideurs et au sein de l'économie, car en tant que travail non rémunéré et également sous-payé, il n'est pas correctement pris en compte dans le PIB. Les femmes et les filles effectuent de telles quantités de travail de soins non rémunéré et de travail domestique que 65 % de l'ensemble de leurs heures de travail consistent essentiellement en travail non rémunéré[65]. Cela démontre les inégalités de genre criantes dans le soin et les coûts que les femmes et les filles supportent lorsque les services publics de soins sont inaccessibles, trop coûteux ou de mauvaise qualité. Cela se fait au détriment de leurs propres opportunités économiques, de leurs revenus, de leur temps de loisirs et de leur santé.

Une crise cachée – révéler les inégalités dans les soins

Les soins sont un problème si peu reconnu que même au sein du système de soins, il existe des inégalités concernant les activités de soins qui bénéficient d'un financement et d'une attention particulière. Avec l'impact de la pandémie de COVID-19, les projecteurs se sont braqués sur l'augmentation du travail de soin due aux fermetures d'écoles et de crèches, ce qui a incité les décideur·ses à mettre l'accent sur la garde d'enfants. Même dans les économies dans lesquelles un filet social de sécurité existe, comme au Royaume-Uni, il subsiste des inégalités dans la manière dont les rôles du soin sont soutenus – la prise en charge du handicap étant souvent largement ignorée. Le manque de soutien de l'État britannique à la prise en charge du handicap et aux parents d'enfants handicapés est une crise cachée qui empêche de nombreuses femmes d'être économiquement indépendantes et les prive de la possibilité d'exercer un travail rémunéré.

63 Organisation de coopération et de développement économiques (OECD) (2023). « Rapport mondial SIGI 2023 : Égalité de genre en temps de crise. » https://www.oecd-ilibrary.org/development/women-undertake-a-disproportionate-share-of-unpaid-care-and-domestic-work_b8923866-en

64 Peytrignet, S., Grimm, F. et Talack, C. (12 avril 2023). « Comprendre les aidant·es non rémunéré·es et leur accès au soutien en ligne. » The Health Foundation. https://www.health.org.uk/publications/long-reads/understanding-unpaid-carers-and-their-access-to-support

65 Parvez Butt, A., Berkhout, E., Chawkat Zaghbour, M. et Bush, A. (2023). « Les voies d'orientation radicales au-delà du PIB : Pourquoi et comment il est urgent de rechercher des alternatives féministes et décoloniales. » Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/radical-pathways-beyond-gdp-621532/



CARE Somalie a fourni à Badar un fauteuil roulant afin qu'il puisse aller à l'école comme ses frères et les enfants de la communauté : « J'avais l'impression d'être dans une prison, mais maintenant je suis heureux, je peux aller à l'école et jouer avec d'autres enfants ». © Walter Mawere/CARE

La prise en charge du handicap devrait être un élément clé de l'économie des soins. Environ 1,3 milliard de personnes dans le monde, soit 16 % de la population mondiale, vivent avec un handicap[66]. Parmi elles, environ 80 % vivent dans des pays à majorité[67] globale[68]. En raison de la nature croisée des défis auxquels sont confrontées les personnes handicapées, la prise en charge du handicap nécessite des approches et des systèmes holistiques. Les enfants handicapés, par exemple, sont 24 % plus susceptibles de ne pas bénéficier de l'apprentissage, des soins et de l'éveil de la petite enfance (par rapport aux enfants non handicapés)[69] ; iels sont dix fois plus susceptibles de ne pas aller à l'école ; et sont plus exposé·es aux risques de violence ou d'abus[70]. Une prise en charge de qualité du handicap devrait donc englober les soins réactifs, la garde d'enfants, les soins de santé et l'éducation, tout en garantissant une protection contre les préjudices et les abus[71]. Malheureusement, le système de soins présente des lacunes importantes dans le monde entier, y compris au Royaume-Uni, comme le montre l'étude de cas ci-dessous.

Les aidant·es non rémunéré·es des personnes handicapées supportent les coûts d'une offre de services inadéquate. Le Disabled Children's Partnership (Partenariat pour les enfants handicapés) a mis en évidence un déficit de financement de 2,1 milliards de livres sterling dans le domaine de la santé et de la protection sociale des enfants handicapés au Royaume-Uni[72]. D'innombrables jeunes handicapés sont ainsi privés des soins, du soutien et des thérapies dont iels ont besoin, ce qui accroît la charge de travail de soins non rémunéré de leurs parents[73]. Les parents d'enfants handicapés, principalement des mères, interviennent pour combler ces lacunes, à leurs propres frais : 69 % des parents fournissent 20 heures ou plus de soins non rémunérés par semaine au Royaume-Uni[74]. En conséquence, iels perdent des revenus potentiels[75], sont confronté·es à la « pauvreté en temps » et signalent des problèmes de santé[76]. La prise en charge du handicap non rémunérée s'accompagne également de coûts directs élevés, en raison des dépenses importantes liées au soutien et à l'équipement spécialisés. Les aidant·es doivent souvent utiliser leurs revenus personnels ou leurs économies[77], car les aides financières sont insuffisantes et l'accès aux prestations est onéreux et complexe[78].

Les répercussions sur les opportunités économiques des femmes sont graves. En tant qu'aidantes non rémunérées de personnes handicapées, elles sont confrontées à la fois à une perte de revenus et à des coûts de prise en charge élevés. Les services de garde d'enfants handicapés sont tellement limités et coûteux qu'ils empêchent de nombreuses femmes d'être économiquement indépendantes et les privent de la possibilité d'exercer un travail rémunéré. 88 % des 900 chômeurs parents d'enfants handicapés interrogés ont exprimé un fort désir de reprendre le travail, tandis que deux tiers des parents d'enfants handicapés interrogés ont refusé une promotion ou accepté une rétrogradation pour concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales[79].

66 Organisation mondiale de la Santé (7 mars 2023). « Handicap. » https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/disability-and-health

67 Rosemary Campbell-Stephens, membre de l'Ordre de l'Empire britannique, l'une des leaders d'opinion sur ce terme, le définit comme suit : « Un terme collectif qui fait référence aux personnes qui sont noires, asiatiques, métisses, à double héritage, indigènes du Sud, et/ou qui ont été racialisées en tant que "minorités ethniques". Globalement, ces groupes représentent actuellement environ quatre-vingts pour cent (80 %) de la population mondiale, ce qui fait d'eux la majorité mondiale, et avec les taux de croissance actuels, malgré la Covid-19 et ses variants émergents, la majorité mondiale devrait le rester dans un avenir prévisible. » Voir : Campell-Stephens, R. (2020). « Majorité mondiale ; décoloniser la langue et recadrer la conversation sur la race. » Université Leeds Beckett, p.1. final-leeds-beckett-1102-global-majority.pdf

68 Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) (2023). « Rapport d'enquête mondiale 2023 sur les personnes handicapées et les catastrophes. » https://reliefweb.int/report/world/2023- global-survey-report-persons-disabilities-and-disasters

69 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2021). « Vu, compté, inclus : Utiliser les données pour mettre en lumière le bien-être des enfants handicapés. » https://data.unicef.org/ resources/children-with-disabilities-report-2021/

70 Disability Africa (2022). « Rapport annuel 2022. » https://www.disability-africa.org/annual-reports-and-accounts

71 Ibidem.

72 Development Economics (2021). « L'écart se creuse : Les soins économiques pour combler le déficit de financement des services de santé et d'aide sociale pour les enfants handicapés. » https:// disabledchildrenspartnership.org.uk/the-gap-widens/

73 Hastwell, M. et Moss, C. (n.d.). « Nos vis, nos parcours. Des enfants handicapés et leurs familles. » Scope. https://www.scope.org.uk/campaigns/research-policy/our-lives-our-journey

74 Jarvie, M., Deer, K. D., Shorto, S. et Goddard, E. (2023). « Enquête sur la garde d'enfants 2023. » Coram Family Childcare Trust. https://www.familyandchildcaretrust.org/childcare-survey-2023-report-landing-page

75 Carers UK (2022). « L'état des soins en 2022 : Un instantané des soins non rémunérés au Royaume-Uni. » https://www.carersuk.org/reports/state-of-caring-2022-report/

76 Buckner, L. et Yeandle, S. (2017). « Une attention plus grande que la moyenne : Profil de familles britanniques s'occupant d'enfants handicapés. » Contact. https://www.researchgate.net/publication/322819769_Caring_More_Than_Most_A_profile_of_UK_families_caring_for_disabled_children

77 Carers UK (2022). « L'état des soins en 2022 : Un instantané des soins non rémunérés au Royaume-Uni. » https://www.carersuk.org/reports/state-of-caring-2022-report/

78 En 2021, seuls 8 % des aidants ont demandé de l'aide à leurs autorités locales en Angleterre, et seul un aidant sur quatre a bénéficié d'une aide directe. Voir : Peytrignet, S., Grimm, F. et Talack, C. (12 avril 2023). « Comprendre les aidant·es non rémunéré·es et leur accès au soutien en ligne. » The Health Foundation. https://www.health.org.uk/ publications/long-reads/understanding-unpaid-carers-and-their-access-to-support

79 Working Families (2015). « Déséquilibre : les parents d'enfants handicapés et le travail rémunéré ». https://workingfamilies.org.uk/publications/off-balance-parents-of-disabled-children-and-paid-work/

Les choix des gouvernements en matière de dépenses peuvent accentuer ou réduire les inégalités de genre

Les choix des gouvernements en matière de dépenses ont un impact direct sur l'(in)égalité de genre. C'est encore plus évident en période d'austérité. Lorsque les décideurs réduisent les budgets publics consacrés aux soins et aux services sociaux, les lacunes des services publics s'aggravent et les coûts des soins (souvent privés) qui subsistent, augmentent. Ces coupes budgétaires coûtent cher aux femmes qui jouent le rôle d'« amortisseurs » en compensant la réduction des services publics, en augmentant leur propre travail de soins non rémunéré ou en réduisant leurs propres dépenses afin de pouvoir couvrir l'augmentation des coûts pour leur famille[80]. Cela augmente encore leur « pauvreté en temps », réduit leur capacité à exercer un travail rémunéré et les expose au risque de pauvreté des personnes âgées (en raison d'une épargne réduite ou de la perte de leurs droits à la retraite)[81]. Il est même prouvé que l'austérité peut réduire l'espérance de vie des femmes, en particulier celles qui sont confrontées à des discriminations croisées dans les zones défavorisées, et lorsqu'elles sont issues de minorités ethniques et raciales[82].

Les femmes du monde entier ressentent profondément l'impact des coupes budgétaires incessantes dans les secteurs sociaux et du soin. Par exemple, le gouvernement britannique a successivement réduit les budgets alloués à ces services depuis plus de dix ans[83], et s'est orienté vers un modèle mettant davantage l'accent sur la financiarisation et la privatisation des systèmes de soins[84]. À l'heure actuelle, seulement 18 % des autorités locales britanniques assurent une prise en charge suffisante des enfants handicapés[85]. Aussi, les frais de garde d'enfants ont augmenté trois fois plus vite que d'habitude, soit d'environ 6 %, pour atteindre près de 150 livres sterling par semaine ou plus de 7 000 livres sterling par an[86]. Les crises récentes, telles que la crise du pouvoir d'achat et la crise de la COVID, ont aggravé la situation. Comme dans toutes les crises, ce sont les femmes qui en supportent le coût. Les prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité ont augmenté. Ce sont précisément sur ces dépenses que les femmes sacrifient leurs propres économies pour subvenir aux besoins de leur famille. Entre-temps, les services de soins ont été encore réduits ou suspendus pendant les périodes de confinement alors que les demandes de soins augmentaient. Cela a entraîné une hausse de 30 à 40 % du travail de soins non rémunéré des femmes (au niveau mondial)[87].

Les investissements dans les structures publiques de soins – à la fois dans les services et les infrastructures, et dans l'ensemble des besoins en soins – sont indispensables au bon fonctionnement des économies du soin qui peuvent protéger et soutenir les sociétés en période de crise. L'étude de cas ci-dessous met en évidence l'impact de l'investissement historique et insuffisant dans la prise en charge de qualité du handicap sur les opportunités économiques des femmes ; la manière dont l'augmentation de l'offre de soins (par le biais d'un modèle d'entreprise sociale) accroît leur choix et leurs opportunités ; et les coûts supplémentaires que les aidantes encourent souvent parce que le soutien financier est insuffisant et trop difficile d'accès.



Tatiana prenant soin de sa fille Sofia (18 mois) et effectuant un travail domestique dans leur maison en Ukraine. © CARE/Roman Yeremenko

80 UNISON (17 février 2023). « La crise du coût de la vie touche de plein fouet les femmes qui travaillent. » https://www.unison.org.uk/news/2023/02/the-cost-of-living-crisis-hits-home-for- working-women/

81 Ibidem.

82 Green, D. (3 août 2023). « Le problème intérieur brut : à quoi ressemblerait une nouvelle mesure économique qui valorise les femmes et le climat ? » Oxfam. https://frompoverty.oxfam.org.uk/the-gross-domestic-problem-what-would-a-new-economic-measure-that-values-women-and-climate-look-like/

83 Ibidem.

84 Gender and Development Network (GADN) (2023). « Atteindre l'égalité de genre et les droits des femmes grâce aux services publics et à la protection sociale. » https://gadnetwork.org/gadn-resources/briefing-public-services-and-social-protection

85 Jarvie, M., Deer, K. D., Shorto, S. et Goddard, E. (2023). « Enquête sur la garde d'enfants 2023. » Coram Family Childcare Trust. www.familyandchildcaretrust.org/childcare-survey-2023-report-landing-page

86 Les calculs de coûts se réfèrent aux frais de garde des enfants de moins de deux ans, qui ont augmenté de 5,6 %pour atteindre 148 63 livres sterling par semaine/7 134 livres sterling par an. Voir : Ibidem.

87 CDC Group (2020). « La COVID-19 et l'autonomisation économique des femmes : Une chance d'investir pour le changement ? » *British International Investment*. https://www.bii.co.uk/en/news- insight/insight/articles/covid-19-and-womens-economic-empowerment-a-chance-to-invest-for-change/

Étude de cas 2 : Des solutions pratiques pour apporter un soutien aux parents d'enfants handicapés, Parent Suportal, Royaume-Uni



Sam Tebb, fondatrice de Parent Suportal au Royaume-Uni. © Eden Sparke

Sam Tebb, entrepreneure et thérapeute pour enfants handicapés, a créé Parent Suportal[88] pour aider les parents d'enfants handicapés à comprendre et à accéder aux services d'aide auxquels eux et leurs enfants ont droit. Comme elle le fait remarquer : « *Je travaillais depuis de nombreuses années avec des parents d'enfants handicapés. Et je n'arrêtais* ***pas d'entendre les mêmes histoires, à savoir qu'ils étaient déçus par ce système****. Personne ne leur avait dit qu'ils avaient droit [à cette aide]. … Je me suis donc dit que quelqu'un devrait faire en sorte qu'il soit facile pour les parents de savoir ce qu'ils doivent chercher, comment y accéder et ce qu'ils doivent faire maintenant qu'ils sont engagés dans un parcours différent avec un enfant ayant des besoins particuliers.* »

Depuis 2019, Parent Suportal a directement encadré et soutenu plus de 50 familles. Par le biais d'ateliers et d'un engagement communautaire, le projet a indirectement soutenu plus de 3 000 familles. Parent Suportal aide les aidant·es non rémunéré·es à naviguer dans les systèmes de soutien, réduit leur charge administrative et les aide à accéder à un soutien financier. Cela réduit considérablement leur « pauvreté en temps » : « *[Les parents] doivent devenir des collecteurs de fonds, des experts médicaux, des assistants personnels et des experts juridiques – leur travail à temps plein correspond à une cinquantaine d'emplois différents. Et ce, avant même qu'ils ne deviennent parents… Nous créons des ressources simples – des listes de contrôle et des calendriers – et nous avons mis en place un répertoire, de sorte que si vous cherchez des subventions, vous savez où chercher. [Nous les aidons] à comprendre les formulaires qu'ils sont censés remplir, ce à quoi ils ont droit – la prise en charge d'un enfant handicapé coûte en moyenne 1 200 livres sterling de plus par mois.* ***En règle générale, une heure d'atelier ou d'utilisation de nos ressources en ligne équivaut à dix heures de recherche par soi-même****.* »

Conformément à l'expérience genrée des soins non rémunérés sous toutes leurs formes, ce sont très souvent les mères qui assument la majorité des soins non rémunérés aux enfants handicapés, ce qui réduit leur capacité à exercer un travail rémunéré. Selon Sam, « *les conséquences de la naissance d'un enfant handicapé sont différentes pour les hommes et pour les femmes. D'après notre expérience, la mère doit généralement quitter son travail et sacrifier sa carrière. On lui demande de prendre des congés supplémentaires pour emmener les enfants à leurs rendez-vous, gérer l'agenda et être essentiellement l'assistante personnelle de l'enfant.* » Rosie Maltby[89] qui a été soutenue par Parent Suportal, a senti qu'elle n'avait pas d'autre choix que d'abandonner son travail dans l'enseignement pour prendre soin de son fils handicapé : « *Les principaux défis consistaient à jongler entre la charge de travail liée à la planification, à l'enseignement et à la notation, et la charge de travail liée à la participation régulière à des thérapies et à des rendez-vous à l'hôpital… Finalement, j'ai réalisé que je n'avais pas d'autre choix que d'abandonner ma carrière d'enseignante pour consacrer mon temps à l'accompagnement de mon fils. C'était, bien sûr, la bonne chose à faire à l'époque, mais cela a également posé d'autres défis… L'abandon de ma carrière d'enseignante m'a vraiment affectée mentalement et j'ai dû suivre de nombreuses sessions de counseling pour retrouver confiance en moi.* »

88 Parent Suportal (n.d.). « Posts » [page Facebook]. Facebook. https://www.facebook.com/parentsuportal/

89 Cliente de Parent Suportal, interrogée en mai 2023.

Le travail de Parent Suportal permet à certaines mères de réduire le temps consacré à l'administration des soins et de retourner sur le marché du travail si elles le souhaitent. Cela se fait « *en réduisant le fardeau de leur vie administrative afin qu'elles aient le sentiment d'avoir la capacité, à la fois temporelle et mentale, d'accepter un autre emploi que celui de mère à temps plein d'un enfant ayant des besoins particuliers* », déclare Sam. Natalie Twomey[90] qui s'occupe de sa fille Lois, atteinte d'une infirmité motrice cérébrale, a fait l'expérience de ces lacunes flagrantes dans l'offre : « *L'une de nos plus grandes difficultés est la garde d'enfants, la garde après l'école et les activités/la garde pendant les vacances scolaires, afin que nous puissions continuer à travailler et que Lois ait quelque chose à faire… Il n'y a pas de centres après l'école qui puissent répondre aux besoins de Lois, ni de centre pendant les vacances scolaires. Il n'y a pas de soins de relève pour les enfants de moins de huit ans dans ma commune.* » Le soutien que Parent Suportal a pu apporter à Natalie et Lois a été inestimable et a facilité le retour au travail de Natalie. Elle fait la remarque suivante : « *Parent Suportal nous a également mis en contact avec d'autres parents et nous a permis de nous sentir moins isolés. Cela m'a rendue plus forte émotionnellement parce que je me sens moins seule grâce aux liens que j'ai avec d'autres personnes qui me comprennent. Le service a joué un rôle déterminant dans mon retour au travail et m'a aidée à être une aidante et une mère pour Lois.* »

Parent Suportal plaide également pour que le gouvernement investisse et développe l'aide à la prise en charge des enfants handicapés : « *Il faut arrêter de fermer les garderies, car elles sont une bouée de sauvetage. Les structures de relève ne cessent d'être réduites, encore et encore. J'aimerais vivre dans un monde où l'accès aux services, aux thérapies et au soutien pour les enfants handicapés n'est pas quelque chose pour laquelle il faut se battre, ce n'est pas quelque chose qui doit être secret… 69 % des familles ayant des besoins particuliers n'ont reçu aucun soutien, j'aimerais que ce chiffre soit nul, de sorte que 100 % des familles reçoivent un soutien.* »

Investir dans tous les besoins en soins

La prise en charge du handicap est un domaine historiquement sous-investi qui a un impact sur la justice économique des femmes. Elle nécessite donc des investissements accrus et des actions spécifiques pour remédier aux inégalités dans les approches de soins.

Les décideurs – y compris les gouvernements, les bailleurs, les organisations multilatérales et le secteur privé – devraient investir dans des interventions en soins et les faire progresser dans toute la gamme des soins, et devraient privilégier la mise en place de la prise en charge du handicap en tant que priorité[91]. Sur la voie de l'accessibilité, de la gratuité et de la qualité de la prise en charge du handicap, les gouvernements devraient adopter des approches holistiques de la prise en charge du handicap (englobant les soins réactifs, la garde d'enfants, l'éducation et les soins de santé), accroître l'aide financière aux aidant·es non rémunéré·es d'enfants handicapés et réduire la charge administrative liée à l'accès à cette aide. Il s'agit notamment de trouver des solutions au problème supplémentaire de garde d'enfants auquel sont confrontés les parents d'enfants handicapés, y compris en couvrant les coûts de la prise en charge spécialisée nécessaire.

Les gouvernements, les donateurs bailleurs et les agences multilatérales devraient augmenter et maintenir les dépenses publiques consacrées aux soins (pour tous les besoins) et aux services sociaux, en particulier en période de crise et d'austérité. Pour ce faire, il faut protéger les secteurs sociaux et du soin contre les réductions budgétaires (par des dépenses continues et des conseils politiques sur les secteurs à exclure des mesures d'austérité). Le financement public continu des soins et des services sociaux est une mesure efficace pour atténuer les effets disproportionnés sur les femmes et les filles, car les coupes budgétaires dans les soins et les services sociaux feront directement reculer les progrès en matière d'égalité de genre et réduiront la justice économique des femmes et leurs droits, ce qui, à son tour, ralentira la reprise économique et le progrès.

90 Interview conduite en mai 2023.

91 Comme indiqué ci-dessus, la prise en charge du handicap devrait être globale et devrait, par exemple, inclure des soins adaptés, la garde d'enfants, l'éducation et les soins de santé, la collecte de données et des avantages juridiques pour les aidant·es non rémunéré·es.



Évolution des normes de genre au niveau des ménages, dans les économies et dans les sociétés

« J'ai beaucoup souffert du manque de soutien de mon mari, mais j'ai récemment constaté un changement majeur chez lui. » Nguyen Thi Thu, participante au programme CARE Ignite, qui s'attaque aux normes de genre discriminatoires. ©Bui Hoang Quan/CARE

Les soins et le travail domestique sont considérés comme le « travail des femmes » à la maison, dans les économies et les sociétés. Des normes sociales profondément enracinées sous-tendent l'idée que c'est aux femmes et aux filles qu'il incombe de s'occuper du ménage et des personnes qui y vivent. Une étude portant sur les attitudes en matière d'égalité de genre dans 20 pays montre que près de la moitié des personnes interrogées (48 %) pensent que le travail d'un homme consiste à gagner de l'argent tandis que celui d'une femme consiste à s'occuper de la maison et de la famille ; près des trois quarts (74 %) pensent que les femmes devraient travailler moins et consacrer plus de temps à prendre soin de leur famille, tandis que 61 % reconnaissent qu'il est naturel que les hommes gagnent plus que les femmes[92].

L'heure est venue de repenser le « travail des femmes »

Les normes de genre discriminatoires ont un impact sur la justice économique des femmes à tous les niveaux. Au niveau du ménage, les femmes effectuent la plupart des soins non rémunérés et du travail domestique. Il existe un lien évident entre les stéréotypes de genre relatifs aux soins non rémunérés et la limitation des opportunités entrepreneuriales des femmes. Une enquête de la Fondation Cherie Blair pour les femmes montre que 49 % des femmes entrepreneures interrogées ont déclaré que des ami·es ou des membres de leur famille leur avaient dit de se concentrer davantage sur leur famille et leurs enfants[93].

Dans l'économie, les services sociaux et de soins sont fortement féminisés et sous-évalués. Les femmes représentent 70 % du personnel de santé dans le monde, tandis que plus de 80 % des infirmières dans le monde sont des femmes[94]. Ces secteurs s'accompagnent de moins de droits et de protection juridique et sociale, et les femmes sont également confrontées à d'importantes disparités salariales, quel que soit le secteur dans lequel

92 ONU Femmes (2022). « Les leviers du changement sur les attitudes en matière d'égalité de genre - Étude de 2022. » https://eca.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/08/the-levers-of-change- gender-equality-attitudes-study-2022

93 Fondation Cherie Blair pour les femmes (2021). « Les stéréotypes de genre et leur impact sur les femmes entrepreneures. » https://cherieblairfoundation.org/what-we-do/research/gender-stereotypes-report/

94 Women in Global Health (2023). Série « Les femmes dans la santé mondiale : L'équité de genre et le personnel de santé et du soin ». https://womeningh.org/sheshapes/

elles travaillent[95]. L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes montre qu'à l'échelle mondiale, les hommes gagnent 39 % de plus que les femmes[96]. Même lorsque les gouvernements prennent des initiatives et adoptent des lois pour promouvoir l'inclusion économique des femmes, les normes de genre au sein des communautés peuvent rendre ces initiatives inefficaces.

Les normes de genre et les stéréotypes limitent encore davantage la prise de décision des femmes et leur accès aux postes de direction. Les normes de genre et les stéréotypes limitent encore davantage la prise de décision des femmes et leur accès aux postes de direction. Selon l'indice des normes sociales de genre 2023 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la moitié de la population mondiale pense que les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes[97]. Ces stéréotypes se reflètent dans les structures économiques et politiques : les femmes n'occupent que 25 % des postes de direction dans le domaine de la santé mondiale[98], un secteur où elles représentent près des trois quarts de la main-d'œuvre, et ne détiennent que 10 % des postes de chef d'État, un ratio qui n'a pas changé depuis 1995[99].

Remettre en question les normes de genre, recadrer les discours et « redistribuer » les soins – une participation encore trop faible du secteur public et des hommes

Pour favoriser la justice économique des femmes, il faut changer les normes, les mentalités, les attitudes, et « redistribuer » les soins non rémunérés et le travail domestique de manière plus équitable entre les femmes et les hommes au niveau des ménages[100] et, surtout, entre les ménages et l'État[101]. La redistribution des soins peut se faire au moyen d'intervention au niveau de la communauté, de l'État et du marché. Il s'agit notamment de dialogues avec les ménages qui remettent en question les stéréotypes et les rôles de genre, de la mise en place d'une législation d'équité de genre afin de garantir l'égalité de rémunération, des politiques de congé maternité et paternité, ainsi que des dispositions juridiques et sociales pour les aidant·es, et, au moyen de quotas, de veiller à ce que les femmes influencent les politiques, les décisions budgétaires et la mise en œuvre. L'inégalité des soins étant un obstacle structurel à l'égalité de genre, il incombe aux gouvernements de modifier les structures économiques, de financer et mettre en place des soins de qualité accessibles et abordables.

Il faut **recadrer le problème : plutôt que de se concentrer sur la sous-participation des femmes au marché du travail, il faut mettre l'accent sur les hommes, et en particulier sur le secteur public, qui ne participent pas suffisamment aux soins.** Les politiques doivent adopter une approche ascendante, afin de redistribuer les soins au niveau des ménages et de mettre en place des services et des infrastructures de soins. Les décideurs devraient également exploiter les opportunités potentielles, telles que la transition vers des économies vertes. La transition verte promet de créer 100 millions de nouveaux emplois d'ici 2030[102] et offre la possibilité de mettre en place des structures plus équitables. L'économie des soins et les considérations relatives à l'égalité de genre devraient être au cœur de la transition verte, afin de s'assurer que les femmes et les filles en bénéficieront.

L'étude de cas ci-dessous montre comment aborder les normes de genre discriminatoires tout en créant des opportunités de travail pour les femmes dans l'agriculture durable et dans le cadre de l'économie verte.

95 « Dans le monde, les femmes ne gagnent que 77 cents pour chaque dollar gagné par les hommes... Cette inégalité tenace dans les salaires moyens entre les hommes et les femmes persiste dans tous les pays et dans tous les secteurs, parce que le travail des femmes est sous-évalué et que les femmes ont tendance à être concentrées dans des emplois différents de ceux des hommes. » Voir : ONU Femmes (2017). « Un salaire égal pour un travail de valeur égale. » https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/csw61/equal-pay

96 Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) (2023). « Indice des normes sociales de genre, 2023 (GSNI) : Lutter contre les stéréotypes de genre : Faire évoluer les normes sociales vers l'égalité de genre. » https://hdr.undp.org/content/2023-gender-social-norms-index-gsni#/indicies/GSNI

97 Ibidem.

98 Women in Global Health (2023). Série « Les femmes dans la santé mondiale : L'équité de genre et le personnel de santé et du soin ». https://womeningh.org/sheshapes/

99 Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) (2023). « Indice des normes sociales de genre, 2023 (GSNI) : Lutter contre les stéréotypes de genre : Faire évoluer les normes sociales vers l'égalité de genre. » https://hdr.undp.org/content/2023-gender-social-norms-index-gsni#/indicies/GSNI

100 ILO (2018). « Le travail de soin et les emplois du soin pour l'avenir du travail digne. » https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm

101 ActionAid (2021). « Principes directeurs et normes minimales concernant les soins non rémunérés. » https://actionaid.org/publications/2021/guiding-principles-and-minimum-standards- unpaid-care-and-domestic-work

102 ILO (24 mai 2022). « La transition écologique juste : Une solution de ILO pour créer 100 millions d'emplois d'ici 2030. » https://www.ilo.org/resource/news/just-ecological-transition-ilo- solution-creating-100-million-jobs-2030

Étude de cas 3 : Évolution des normes de genre au niveau des ménages au Vietnam

Les femmes vietnamiennes consacrent en moyenne 6,2 heures par jour à des activités génératrices de revenus et 4,1 heures par jour aux tâches ménagères[103]. Cette charge de travail intensive est ancrée dans des normes sociales discriminatoires à l'égard des femmes. Les rôles et les attentes perdurent au niveau de la communauté[104]. On attend des femmes qu'elles s'occupent des soins et des tâches ménagères. Par contre, on n'attend pas souvent d'elles qu'elles jouent un rôle dans les activités communautaires, travailler ou assumer des fonctions de direction ou de prise de décision[105].

Ces normes discriminatoires limitent les opportunités économiques des femmes, même lorsque le gouvernement vietnamien a adopté une législation d'égalité de genre. Par exemple, en vertu de la loi, les femmes ont désormais le droit de posséder des actifs, des biens et des terres. Toutefois, en raison des rôles et des normes en vigueur au sein des communautés, les femmes se heurtent encore à des barrières pour obtenir les garanties nécessaires à l'accès au financement et sont encore exclues des décisions financières au niveau du ménage[106]. Leur part disproportionnée de travail de soins non rémunéré est une autre barrière à la justice économique, perpétuée par les normes. Par exemple, un projet de consultation au Vietnam a confirmé que plus de 60 % des femmes employées à temps plein interrogées considéraient la répartition inégale des tâches ménagères comme un obstacle majeur aux opportunités économiques, et estimaient que leurs partenaires devraient contribuer davantage aux tâches ménagères, ce qui faisait d'elles les plus insatisfaites de toutes les catégories démographiques interrogées[107].

Améliorer les opportunités pour les les entreprises tenues par des femmes : Favoriser le changement des normes sociales et les opportunités de travail dans l'agriculture durable

Le projet du partenaire de développement mondial SNV[108] « Améliorer les opportunités pour les entreprises tenues par des femmes » vise à promouvoir la justice économique des femmes en s'attaquant aux normes sociales discriminatoires à l'égard des femmes et en tirant parti des possibilités de l'agro-industrie dans le contexte du changement climatique[109]. Le projet vise à stimuler la création et le développement d'entreprises tenues par des femmes dans l'agriculture et à renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique dans les zones rurales, grâce à une combinaison d'interventions de développement d'entreprises, de transformation sociale et de plaidoyer.

La formation visant à renforcer les compétences commerciales des femmes a été associée à la promotion de l'autonomisation des femmes au moyen de dialogues au sein des ménages et d'interventions communautaires. Ces interventions visaient à lutter contre les normes de genre discriminatoires susceptibles d'entraver la réussite entrepreneuriale des femmes. Le programme a également permis de connecter les femmes aux marchés et de renforcer leur capacité de leadership. Les coopératives agricoles ont reçu un soutien pour qu'elles adoptent des méthodes agricoles intelligentes face au climat, qui soutiennent une production agricole à faible émission de carbone et résiliente, et influencent le gouvernement pour qu'il mette en place des politiques sensibles au genre.

Les impacts de cette approche multidimensionnelle ont été considérables. Après seulement 18 mois, le projet a enregistré une augmentation de 57 % à 66 % des femmes atteignant le seuil minimum d'autonomisation[110], qui comprend le contrôle de leurs revenus et la prise de parole en public[111]. La question de l'inégalité du travail de soin des femmes fait partie du programme de changement des normes sociales du projet.

103 ONU Femmes (2016). « Soins non rémunérés et travail domestique : questions et suggestions pour le Vietnam. » Document de consultation. https://vietnam.un.org/en/13921-unpaid-care-and-domestic-work-issues-and-suggestions-viet-nam

104 Centre international de recherche sur les femmes (CIRF) et Institut d'études sur le développement social (2015). « Droits et genre au Vietnam – Programme d'accès à la terre pour les femmes au Vietnam (Vietnam Land Access for Women (LAW)) : boîte à outils de la formation. » Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). https://2012-2017.usaid.gov/vietnam/reports-and-publications#Propgen

105 ONU Femmes (2016). « Soins non rémunérés et travail domestique : questions et suggestions pour le Vietnam. » Document de consultation. https://vietnam.un.org/en/13921-unpaid-care-and-domestic-work-issues-and-suggestions-viet-nam

106 Centre international de recherche sur les femmes (CIRF) et Institut d'études sur le développement social (2015). « Droits et genre au Vietnam – Programme d'accès à la terre pour les femmes au Vietnam (Vietnam Land Access for Women (LAW)) : boîte à outils de la formation. » Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). https://2012-2017.usaid.gov/vietnam/reports-and-publications#Propgen

107 Investing in Women (2020). « Fiche SNAP : Normes sociales, attitudes et pratiques au Vietnam. » https://investinginwomen.asia/knowledge/snapsheet-social-norms-attitudes- and-practices-in-vietnam/

108 SNV, un partenaire de développement mondial : https://www.snv.org/.

109 Le projet, financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, a été mené par SNV et des partenaires locaux dans huit comtés du Kenya et quatre provinces du Vietnam entre 2016 et 2020. Voir : SNV (1er juin 2018). « Série de publications de EOWE : L'autonomisation des femmes dans l'agro-industrie par le changement social et comportemental. » https://www.snv. org/update/eowe-publication-series-empowering-women-agribusiness-through-social-and-behaviour-change

110 Indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture (WEAI) (n.d.). « A-WEAI. » https://weai.ifpri.info/versions/a-weai/

111 SNV (2018). « Améliorer les opportunités pour les entreprises féminines : Financement du leadership et des opportunités pour les femmes, examen à mi-parcours, rapport WEAI de 2018. » https://a. storyblok.com/f/191310/29eb8db134/midterm_report_a-weai_snv_eowe-flow_0.pdf



Nguyen Thi Tham, participante au projet « Améliorer les opportunités pour les entreprises tenues par des femmes » au Vietnam. © D&D Training and Media

Les femmes entrepreneures doivent faire face à un travail de soin disproportionné et aux conséquences du changement climatique

Nguyen Thi Tham, agricultrice et entrepreneure, a participé au programme d'entrepreneuriat de SNV. Elle note : « *Dans ma ville natale, comme dans d'autres villes, notre principale activité est la culture du riz. Nous avons aussi d'autres emplois, mais ils ne sont pas valorisés. La principale source de revenus reste donc la culture du riz... Le projet SNV a travaillé avec la Coopérative, organisé des formations sur le SRI* [Système de riziculture intensive] – *qui est une pratique agricole de résilience au changement climatique pour les membres et les agriculteur·rices locaux·ales. Ce système permet également de* réduire *les impacts sur l'environnement* [en raison de ses faibles émissions de carbone permises par l'utilisation de méthodes alternatives d'humidification et de séchage]. »

Le changement climatique a eu un impact considérable sur la communauté. « *Les conditions météorologiques sont très différentes de celles du passé. Désormais, les sécheresses sont extrêmes et les inondations sont imprévisibles et surviennent très rapidement. Cela est directement dû au changement climatique* », déclare Tham. **Les impacts sont encore plus graves pour les femmes :** « *C'est très difficile pour les femmes parce qu'elles doivent assumer la responsabilité du travail agricole, mais également du travail de soin. Le rôle des femmes est très exigeant.* »

SNV a aidé les communautés à s'adapter grâce à des méthodes climato-intelligentes. Tham poursuit : « *Après les formations, nous avons considérablement réduit la quantité de semences en plantant individuellement des jeunes plants dans des espaces plus larges, de sorte que le riz pousse mieux et plus résistant. Cela a permis de réduire l'utilisation d'eau et d'engrais en conséquence... Lorsque nous appliquons plus largement cette méthode, les jeunes plants poussent mieux et leurs racines s'enfoncent plus profondément dans le sol. En cas de sécheresse, leurs racines sont profondes et peuvent atteindre l'eau, ce qui leur permet de continuer à pousser normalement. En utilisant moins de semis et de ressources, nous perdons moins d'investissements dans les cultures et disposons d'une certaine marge de manœuvre en cas de catastrophes graves.* »

Le changement des normes sociales favorise les opportunités d'entrepreneuriat des femmes dans l'agriculture climato-intelligente.

Le projet a mis l'accent sur les normes de genre, afin de lutter contre la répartition inéquitable des tâches ménagères, d'accroître le leadership des femmes au sein de la communauté et de créer un environnement plus favorable aux femmes entrepreneures :
« *Auparavant, les femmes d'ici n'avaient pas confiance en elles en raison de nos* ***coutumes qui favorisent les hommes au détriment*** **des femmes**. *Lorsque les femmes travaillaient dans les champs, les gens disaient parfois qu'elles n'étaient capables de rien... Les femmes n'osaient pas s'exprimer au sein de la communauté. Les choses ont changé depuis le début du projet.* »

SNV a engagé des échanges avec les ménages et les villages afin de créer un espace de discussion sur le rôle des femmes en tant que dirigeantes, sur les normes sociales et les rôles liés à la répartition des tâches ménagères, ainsi que sur la prise de



Nguyen Thi Tham, participante au projet « Améliorer les opportunités pour les entreprises féminines » de SNV, animant une réunion avec des agriculteurs locaux. © D&D Training and Media.

décisions économiques. Lors de ces entretiens, les femmes entrepreneures et leurs maris ont développés des techniques de communication qui permettent de réfléchir aux normes de genre. Les premiers entretiens ont eu un impact au niveau des ménages et, plus largement, sur le lieu de travail et au sein de la communauté.

Tham déclare : *« Les femmes ont été encouragées à prendre la tête de groupes d'agriculteurs en appliquant les nouvelles techniques et en diffusant les valeurs du projet.* ***Désormais, les femmes sont plus confiantes pour participer aux réunions de la communauté ainsi que pour assurer la diffusion de l'application du SRI****… Au début, c'était difficile, mais progressivement, les femmes ont réalisé qu'elles pouvaient tout faire correctement et ont incité les agriculteurs à les écouter. »*

L'étude de cas de SNV montre la rapidité avec laquelle des avancées peuvent être obtenues lorsque les normes de genre discriminatoires sont abordées, notamment à travers des espaces de discussions au sein des ménages et des communautés. Toutefois, pour que ces pratiques soient répliquées à plus grande échelle, il faut adopter une approche plus globale et plus approfondie qui tienne compte de la redistribution du travail de soin au sein des ménages avec l'implication du secteur public. Dès lors, cette approche devrait adresser la façon dont les sociétés perçoivent le travail de soin ainsi que la manière dont les politiques publiques et la législation pourraient soutenir cette redistribution. Ces éléments seront développés dans la section suivante. Actuellement, il existe peu d'exemples où le travail de soin a été redistribué avec succès aux hommes et aux États. Il s'agit donc d'un domaine qui nécessite davantage de travail et d'investissements à tous les niveaux.

Il est temps de réorienter notre approche et de redistribuer le travail de soin au sein des ménages et vers le secteur public

Pour lever les barrières à la justice économique des femmes au sein des ménages, il est essentiel de recadrer les discours, les normes et les perceptions du public en matière de soins par des mesures de sensibilisation et une législation en faveur de l'égalité de genre (par exemple en matière de politiques de congé maternité et paternité). De plus, au lieu de se concentrer sur la « sous-participation » des femmes au marché du travail, les décideurs politiques devraient mettre en évidence la « sous-participation » de l'État et des hommes dans le travail de soin.

Les décideurs devraient favoriser les opportunités économiques des femmes en s'attaquant aux mentalités, attitudes et aux normes de genre discriminatoires. Une autre de leurs priorités devrait être la « redistribution » plus équitable du travail de soin entre les femmes et les hommes au niveau des ménages, ainsi qu'entre les ménages et le secteur public. Cela implique que les gouvernements favorisent des structures économiques et un financement d'équité de genre et qu'ils mettent en place des soins accessibles, abordables et de haute qualité.

Les gouvernements, les bailleurs, les organisations multilatérales et le secteur privé doivent également exploiter le potentiel de la transition vers des économies vertes et veiller à ce que les emplois et les économies verts permettent l'égalité de genre. La transition verte promet de créer 100 millions de nouveaux emplois d'ici 2030[112] et offre la possibilité de mettre en place des structures plus équitables. Le secteur privé peut accélérer une transition écologique respectueuse de l'égalité de genre en favorisant les possibilités d'emplois verts pour les femmes, par exemple dans l'agriculture climato-intelligente. À cette fin, il pourrait également proposer des formations adaptées et soutenir en priorité les secteurs dirigés par des femmes, les travailleur·ses et les entrepreneur·es, tout en s'attaquant à la ségrégation de genre dans divers secteurs d'activité. Les gouvernements et les organisations multilatérales devraient développer des économies vertes en intégrant la dimension de genre tout au long du processus, et devraient reconnaître que le travail de soin et le travail social sont des emplois verts et y investir, étant donné qu'il s'agit de secteurs à faible émission de carbone.

112 ILO (24 mai 2022). « La transition écologique juste : Une solution de ILO pour créer 100 millions d'emplois d'ici 2030. » https://www.ilo.org/resource/news/just-ecological-transition-ilo- solution-creating-100-million-jobs-2030



Transformation économique : Changer les lois et les politiques pour créer des marchés du travail équitables et un travail digne

Francis Makusha (36 ans) amène son fils Tadiwanoshe (20 mois) à la clinique de santé Chifuedza pour un examen de santé, Zimbabwe. © Alana Holmberg/CARE

Des structures équitables du marché du travail sont essentielles pour garantir la justice économique des femmes et des opportunités de travail digne. Pourtant, les systèmes actuels reposent sur des inégalités : le travail de soin des femmes est fourni « gratuitement » et n'est pas pris en compte dans les mesures économiques. De plus, les lois et politiques en place sont discriminatoires à l'égard des femmes et, parfois, les obligent à choisir entre le travail de soin et une carrière. Par leur travail de soin non rémunéré, les femmes « subventionnent » la croissance économique dans tous les pays du monde, au détriment de leur propre potentiel économique[113]. Les gouvernements ne jouent pas un rôle efficace dans l'élimination de ces obstacles, laissant aux femmes et à la société civile le rôle de plaider en faveur de ces réformes. Il est temps que les gouvernements réalisent que les économies du soin sont au cœur de la transformation économique et qu'elles ont le potentiel de faire progresser l'égalité de genre dans leur pays et à l'étranger.

S'attaquer aux lois, politiques et structures du marché du travail inéquitables à tous les niveaux

Les gouvernements peuvent modifier les structures et les systèmes par le biais de lois, de politiques et d'investissements. Ils doivent favoriser des structures d'égalité de genre dans les quatre dimensions du soin : les infrastructures, les services, la protection sociale et les filets de sécurité, et les emplois liés au soin[114]. Les réglementations et politiques publiques peuvent protéger les travailleur·ses contre les crises, soutenir les femmes entrepreneures par des dispositions en matière de soins ou remédier à la ségrégation sur le marché du travail. Toutefois, si elles sont élaborées sans tenir compte de l'égalité de genre, elles peuvent renforcer les préjugés de genre dans la pensée économique, négliger les dispositions et les réglementations en matière de soins[115] et, finalement, renforcer les inégalités de genre.

113 Gates, M. F. (4 octobre 2023). « Melinda French Gates explique comment les dirigeants peuvent renforcer le pouvoir économique des femmes. » Fondation Bill et Melinda Gates. https://www. gatesfoundation.org/ideas/articles/melinda-french-gates-how-leaders-boost-womens-economic-power

114 Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP) (2022). « Comment investir dans l'économie des soins : Abécédaire. » https://www.unescap.org/ kp/2022/how-invest-care-economy-primer

115 De Henau, J. et Perrons, D. (2016). « Investir dans l'économie des soins pour stimuler l'emploi et l'égalité de genre. » Women's Budget Group. https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2016/03/De_Henau_Perrons_WBG_CareEconomy_ITUC_briefing_final.pdf



CARE a établi des alliances avec des syndicats de travailleurs domestiques en Équateur, au Pérou, au Brésil, au Guatemala, au Mexique, en Colombie et au Honduras afin de renforcer les politiques publiques en faveur des travailleurs domestiques dans la région. © CARE.

Protéger les travailleur·ses et les entrepreneur·es dans les formes de travail précaire

Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs informels[116] et dans ces professions, telles que les métiers du soin, qui offrent moins de protection juridique et sociale[117]. L'entrepreneuriat est lui aussi une forme de travail précaire[118]. Ces formes de travail s'accompagnent des inconvénients d'un environnement moins réglementé : les travailleur·ses informel·les et les entrepreneur·es sont largement exclu·es de la protection juridique et sociale, et exposé·es à des niveaux plus élevés de violence et de harcèlement sur le lieu de travail[119].

Les décideurs doivent donc se **concentrer sur la protection des travailleur·ses dans des formes de travail précaire, y compris les entrepreneur·es, et sur l'amélioration de leur accès aux soins et aux services sociaux**. Même si les gouvernements disposent de peu de moyens pour réglementer l'emploi indépendant et informel, il est possible d'intervenir au moyen d'investissements publics. Par exemple, ils pourraient investir dans la protection sociale liée aux soins, notamment par le biais de transferts d'espèces, d'avantages fiscaux ou de régimes de protection et de retraite non contributifs. Ces réglementations pourraient contribuer à réduire les risques encourus par de nombreuses travailleuses, entrepreneures, aidantes non rémunérées et employées de maison qui y sont exposées. Les réglementations du marché du travail, telles que les politiques de congé parental équitables pour les entrepreneur·es, y compris les travailleur·ses formel·les et informel·les (voir l'étude de cas ci-dessous), constituent également un instrument essentiel pour accélérer la mise en place de structures économiques équitables sur le plan du genre.

Cependant, au niveau mondial, 36 % des travailleur·ses domestiques sont actuellement complètement exclu·es de la législation du travail[120] et, dans certains cas, sont confronté•es à une législation directement discriminatoire à leur égard (par exemple, en leur accordant moins d'avantages[121]). Pourtant, la sécurité sociale est un droit fondamental[122] et, en tant que tel, les soins, les dispositions sociales et juridiques devraient être accessibles à tous·tes, indépendamment de leur statut professionnel ou de leurs antécédents.

Investissement dans les infrastructures et les services

Si les femmes et les communautés ne fournissaient pas un travail de soins non rémunérés et n'intervenaient pas pour combler les lacunes dans l'offre de services, les gouvernements ne pourraient pas sous-investir dans le secteur du soin, des soins de santé ou de l'éducation. **Le sous-investissement dans les soins et les services sociaux a un coût que les économies actuelles font peser sur les femmes et les filles**, au lieu de le couvrir par le système. Cette situation perpétue les inégalités, intègre l'injustice de genre dans le système économique et viole les droits économiques des femmes[123].

116 Sur le continent africain, 89 % des femmes faisant partie de la main-d'œuvre rémunérée occupent un emploi informel. Voir : Oxfam (2020). « Débloquer le développement durable en Afrique en s'attaquant aux soins non rémunérés et au travail domestique. » https://policy-practice.oxfam.org/resources/unlocking-sustainable-development-in-africa-by-addressing-unpaid-care-and- domes-620939/

117 Les femmes représentent plus des deux tiers de la main-d'œuvre domestique et du soin, tandis que huit travailleurs domestiques sur dix sont des travailleurs informels. Voir : ILO (2023). « Le chemin vers le travail digne pour les travailleurs domestiques. » https://www.ilo.org/global/topics/domestic-workers/publications/WCMS_883181/lang--en/index.htm

118 Halvorsen, C. J. (11 octobre 2018). » « Pourquoi nous devons être honnêtes sur les risques de l'entrepreneuriat. » Fast Company. https://www.fastcompany.com/90260337/the-risks-of-starting-a-new-business-without-a-safety-net

119 ONU Femmes (2021). « Le travail de soins rémunérés dans le monde : Analyse comparative de 47 pays et territoires. » https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/04/discussion-paper-paid-care-work-around-the-globe

120 ILO (2023). « Le chemin vers le travail digne pour les travailleurs domestiques. » https://www.ilo.org/global/topics/domestic-workers/publications/WCMS_883181/lang--en/index.htm

121 Les femmes dans l'emploi informel : Mondialisation et organisation (WIEGO) (2023). « Imaginer la sécurité sociale pour les travailleurs domestiques : Analyse de l'état de la couverture de sécurité sociale des travailleurs domestiques dans 15 pays d'Amérique latine. » https://www.wiego.org/publications/imagining-social-security-domestic-workers

122 Le droit humain à la sécurité sociale a été inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme dès 1948. Voir : ILO (2022). « Faire du droit à la sécurité sociale une réalité pour les travailleurs domestiques : Examen mondial des tendances politiques, des statistiques et des stratégies d'extension. »https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_848280/lang-- en/index.htm

123 Green, D. (3 août 2023). « Le problème intérieur brut : à quoi ressemblerait une nouvelle mesure économique qui valorise les femmes et le climat ? » Oxfam. https://frompoverty.oxfam.org.uk/the-gross-domestic-problem-what-would-a-new-economic-measure-that-values-women-and-climate-look-like/

Au cours des 20 dernières années, les gouvernements du monde entier ont perpétuellement réduit les dépenses publiques consacrées aux soins et aux services sociaux. En effet, le système multilatéral a plus ou moins encouragé cette démarche : la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont recommandé de réduire les services sociaux et la protection sociale en tant que premières mesures d'austérité[124]. Les ministères des Finances des pays emprunteurs ont largement suivi ce conseil dans le cadre des réductions budgétaires requises. La deuxième étude de cas montre l'impact de ces lacunes, en matière de financement et d'offre de soins, sur la justice économique des femmes et leurs droits. Un système économique basé sur l'égalité de genre nécessite des investissements accrus pour combler les lacunes des politiques relatives au soin[125].

Contester les normes de genre et les stéréotypes discriminatoires dans la prise de décision économique et le monde du travail

Pour favoriser des économies justes, il faut s'attaquer aux préjugés de genre discriminatoires dans la pensée économique afin que le travail des femmes soit autant valorisé que celui des hommes. Par exemple, contester l'idée que le chômage des hommes (en tant que « soutiens de famille ») nécessite une action politique plus urgente que le chômage des femmes ; ne plus accepter que l'offre de soins soit dépourvue de priorité pour permettre l'investissement dans l'infrastructure physique ; et repousser les notions qui acceptent la ségrégation sur le marché du travail – en considérant les soins et le travail social comme des secteurs largement féminisés et en valorisant les STEM (sciences, technologie, ingénierie, mathématiques) comme des secteurs masculins[126]. Il existe un lien direct entre les pays qui ont plus de normes d'équité de genre et de meilleures opportunités de travail pour les femmes[127].

Les politiques et les lois, telles que les environnements de travail favorables à la famille, les exigences en matière d'indemnités de licenciement, le financement public de la protection sociale et des régimes de retraite, ainsi que les politiques et les prestations en matière de congé parental, peuvent créer des conditions de concurrence plus équitables pour les femmes entrepreneures et les employées[128].

Pour modifier les structures de genre discriminatoires, il est essentiel de se concentrer sur les questions essentielles qui requièrent une attention particulière.

C'est pourquoi les décideurs doivent recadrer leur réflexion, leurs discours et leurs priorités, en passant de l'autonomisation des femmes pour qu'elles contribuent au marché du travail à la lutte contre le sous-investissement des gouvernements dans les soins et aux moyens de garantir que le secteur public fournisse des soins de qualité à toutes les personnes qui en ont besoin. Les femmes ont le droit, le désir et les compétences nécessaires pour saisir les opportunités économiques et réaliser leur potentiel. Ce sont les barrières structurelles, telles que l'inégalité en matière de soins non rémunérés, qui les empêchent d'y parvenir.



Dr Catherine Amulundu, fondatrice du centre de traitement Fountain of Hope, à Nairobi, Kenya. © Kevin Gitonga

124 Gender and Development Network (GADN) (2023). « Atteindre l'égalité de genre et les droits des femmes grâce aux services publics et à la protection sociale. » https://gadnetwork.org/gadn-resources/briefing-public-services-and-social-protection

125 ILO (2022). « Faire du droit à la sécurité sociale une réalité pour les travailleurs domestiques : Examen mondial des tendances politiques, des statistiques et des stratégies d'extension. »https://www.ilo.org/ global/publications/books/WCMS_848280/lang--en/index.htm

126 De Henau, J. et Perrons, D. (2016). « Investir dans l'économie des soins pour stimuler l'emploi et l'égalité de genre. » Women's Budget Group. https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2016/03/De_Henau_Perrons_WBG_CareEconomy_ITUC_briefing_final.pdf

127 Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) (2023). « Indice des normes sociales de genre, 2023 (GSNI) : Lutter contre les stéréotypes de genre : Faire évoluer les normes sociales vers l'égalité de genre. » https://hdr.undp.org/content/2023-gender-social-norms-index-gsni#/indicies/GSNI

128 Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP) (2022). « Comment investir dans l'économie des soins : Abécédaire. » https://www.unescap.org/ kp/2022/how-invest-care-economy-primer

Lors de l'élaboration de systèmes équitables et justes, il est essentiel de placer les femmes et les filles, ainsi que les organisations qui les représentent, au cœur de la transformation économique. Pour ce faire, il faut garantir leur participation significative et leur leadership en matière de politiques, de solutions, de financement, de mise en œuvre et d'évaluation, ainsi que l'intégration d'une perspective de genre dans les systèmes économiques. Reconnaître le travail de soin – et saisir avec précision le temps consacré aux soins et au travail domestique tout en mesurant sa valeur[129] – est une autre étape clé pour y parvenir. Il peut être utile de prendre des mesures pour repenser et transformer les normes et mesures économiques et sociales, telles que le PIB, de manière à ce qu'elles enregistrent plus précisément l'impact et la valeur des soins et du travail domestique[130]. Cela nécessite également des données claires (ventilées par sexe, âge et handicap) lorsqu'il s'agit de mesures politiques, ainsi qu'une transparence sur les investissements en faveur de l'égalité de genre en matière de financement[131].

Il existe des exemples de bonnes pratiques dont les décideurs peuvent s'inspirer pour favoriser des structures économiques d'équité de genre, notamment le changement législatif que Parental Pay Equality (Égalité salariale des parents) a défendu avec succès au Royaume-Uni afin de favoriser des politiques de congé parental plus équitables pour les femmes entrepreneures.

Étude de cas 4 : Créer des conditions de concurrence plus équitables pour les femmes entrepreneures grâce à des politiques de congé parental au Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, seul un entrepreneur sur trois est une femme[132]. L'une des causes profondes de l'écart de genre dans l'entrepreneuriat féminin est la répartition inéquitable du travail de soins non rémunéré entre les femmes et les hommes, ainsi que l'absence de politiques de soins équitables et de flexibilité parentale pour rendre l'entrepreneuriat plus accessible aux femmes.

Le système britannique est inégal pour les femmes entrepreneures en ce qui concerne le congé parental et la rémunération. Aussi, le Royaume-Uni se classe au deuxième rang des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour ce qui est des frais de garde d'enfants, ce qui empêche 1,7 million de femmes d'accepter davantage d'heures de travail rémunéré en raison des frais de garde d'enfants[133]. En outre, il existe des lacunes dans la protection sociale pendant le congé de maternité et un besoin accru de flexibilité pour concilier les activités professionnelles et les soins non rémunérés pour les femmes entrepreneures qui doivent concilier la parentalité et la gestion de leur entreprise.

Égalité salariale des parents : Changer les politiques en faveur des femmes entrepreneures au Royaume-Uni

Olga FitzRoy est une ingénieure du son primée qui a fait campagne pour les femmes entrepreneures. Elle a créé son entreprise d'ingénierie du son en 2013 et a travaillé sur des films et des programmes télévisés de culture populaire, notamment Dr Who et The Crown, ainsi que sur des albums de Coldplay et de Diana Ross.

« Il y a beaucoup de choses positives dans le fait d'être entrepreneure, d'avoir le contrôle des projets, d'être mon propre patron, d'avoir beaucoup d'autonomie dans ma façon de travailler », déclare Olga. Toutefois, elle ajoute que l'imprévisibilité du travail et sa précarité constituent des défis majeurs. Elle observe : « *Lorsque je suis tombée enceinte, j'étais très enthousiaste parce que le gouvernement britannique venait d'introduire le congé parental partagé. J'ai pensé que mon mari pourrait partager ce congé. Mais quand j'ai regardé les petits caractères, je me suis rendu compte que les femmes exerçant une activité indépendante ne pouvaient pas prendre de congé parental partagé.* » N'ayant pas la possibilité de prendre un congé parental partagé en tant que mère indépendante, elle a dû mettre fin à son entreprise florissante d'ingénierie du son après la naissance de son fils en 2015.

129 Parvez Butt, A., Berkhout, E., Chawkat Zaghbour, M. et Bush, A. (2023). « Les voies d'orientation radicales au-delà du PIB : Pourquoi et comment il est urgent de rechercher des alternatives féministes et décoloniales. » Oxfam. https://policy-practice.oxfam.org/resources/radical-pathways-beyond-gdp-621532/

130 Ibidem.

131 Devex (8 mars 2024). « Opinion : les données sur le financement de l'égalité de genre sont confuses. Comment y remédier ? » https://www.devex.com/news/opinion-gender-equality-funding-data-is-a- mess-how-do-we-fix-it-107187

132 HM Treasury (2019). « La revue Alison Rose sur l'entrepreneuriat féminin. » https://www.gov.uk/government/publications/the-alison-rose-review-of-female-entrepreneurship

133 Women's Budget Group (2021). « Budget de l'automne 2021 : Garde d'enfants, genre et COVID-19. » https://www.wbg.org.uk/publication/autumn-budget-2021-taxation-and-gender/



Olga FitzRoy, ingénieure du son et fondatrice de Parental Pay Equality (Égalité salariale des parents) au Royaume-Uni. © Eden Sparke

Olga a ensuite découvert d'autres barrières auxquelles sont confrontées les familles d'indépendants, notamment des conditions de travail restrictives lorsqu'elle perçoit une allocation de maternité, ce qui l'a contrainte à fermer son entreprise pendant neuf mois. Les journées « Keeping in touch » (KIT, « Garder le contact ») permettent aux femmes du Royaume-Uni de rester en contact avec leur travail et leurs collègues pendant leur congé de maternité ou d'adoption. Les femmes sont autorisées à prendre jusqu'à dix jours KIT sans que leur allocation de maternité ne soit affectée et sans qu'il soit mis fin à l'indemnité de maternité. La politique gouvernementale en matière de travail pendant le congé de maternité stipule que si les mères indépendantes utilisent plus de dix jours KIT, leur allocation de maternité est menacée, même quelques heures de travail au cours d'une journée constituant un jour KIT. Cependant, pour les cheffes d'entreprise, il est essentiel d'effectuer certaines tâches administratives essentielles pour assurer la survie de leur entreprise pendant le congé de maternité.

Cette politique restrictive signifie qu'il est difficile pour de nombreuses mères indépendantes de maintenir leur entreprise à flot pendant leur congé de maternité sans perdre leur allocation de maternité, de maintenir l'entreprise après leur congé ou d'accéder à un soutien en période de crise. Il a fallu 18 mois à Olga, après son congé de maternité, pour retrouver ses revenus antérieurs, car elle a dû mettre fin à son activité, ce qui l'a empêchée d'obtenir un prêt et de bénéficier d'un allégement fiscal pendant la pandémie de COVID-19.

Plaider en faveur d'un changement législatif : Une ingénieure du son qui met les politiques au service des femmes entrepreneures

Cette inégalité dans les dispositions relatives à la prise en charge des enfants a motivé Olga à faire campagne en faveur d'un changement législatif pour l'égalité parentale. En 2017, elle a fondé Parental Pay Equality[134] pour plaider en faveur de changements dans les politiques britanniques pour les femmes indépendantes et les femmes entrepreneures. Elle déclare : « *J'ai fondé Parental Pay Equality après avoir constaté que je ne pouvais pas prendre de congé parental partagé. J'ai fait des recherches, j'ai parlé aux députés et j'ai décidé de créer une organisation pour faire campagne en faveur d'une modification de la loi afin de la rendre plus équitable pour les cheffes de petites entreprises et les indépendantes.* »

La campagne d'Olga avec Parental Pay Equality a eu un impact manifeste sur la politique britannique en matière de congé parental et de soins non rémunérés. À la suite de ce plaidoyer, le ministère du Travail et des Retraites (DWP) – le service gouvernemental responsable de la politique de rémunération de la maternité – a modifié ses directives de manière à ce que la réalisation de tâches administratives essentielles, telles que la maintenance d'un site web, la correspondance avec les clients et la mise à jour des qualifications professionnelles, ne soit plus prise en compte dans le calcul des jours KIT. Ces tâches sont essentielles pour permettre aux femmes entrepreneures de maintenir la viabilité de leur entreprise pendant leur congé de

134 Parental Pay Equality: https://www.parentalpayequality.org.uk/

maternité. Olga précise : *« Obtenir ce changement sur les jours KIT est vraiment important, car **cette flexibilité supplémentaire pour effectuer des tâches administratives essentielles au sein de votre entreprise pendant votre congé de maternité signifie que vous avez plus de chances de réussir**. Cela enlève aussi du stress parce que [vous n'avez pas à vous inquiéter] « Oh, j'ai répondu à cet e-mail, est-ce que cela signifie que je dois renoncer à mon indemnité de maternité ? Est-ce que quelqu'un du ministère du Travail et des Retraites va venir me retirer mon allocation de maternité ? »* Ce changement de politique au Royaume-Uni a aidé les mères indépendantes à poursuivre leur activité pendant leur congé de maternité, sans risquer de perdre leur allocation de maternité.

Parental Pay Equality continue de plaider en faveur de dispositions plus équitables en matière d'offre de soins pour les entrepreneures et d'équité en matière de congé parental. *« Je pense franchement que le gouvernement n'en fait pas assez pour les femmes entrepreneures. L'une des principales mesures que doit prendre le gouvernement est d'accorder aux parents indépendants un congé parental partagé. De cette manière, la responsabilité de s'occuper des enfants ne reposera pas uniquement sur la femme, ce qui lui évitera de s'absenter longuement de son entreprise. Cela signifie que les pères peuvent également s'occuper de leur enfant. Les études montrent que les pères veulent s'impliquer davantage dans la garde des enfants et, à l'heure actuelle, il n'existe aucun moyen pour les pères indépendants de s'impliquer dans la garde des enfants »*, déclare Olga. Malgré les défis auxquels elle a été confrontée, Olga reste positive quant à l'avenir de son travail : *« J'adore tous les projets sur lesquels je travaille. J'adore les clients avec lesquels je travaille. C'est pourquoi je pense simplement à continuer dans cette voie. J'ai vraiment de la chance de faire ce travail. »* ●

Uniformiser les règles du jeu

Les économies équitables et justes nécessitent des investissements importants dans les infrastructures et les services liés à tous les besoins en soins afin d'éviter que les femmes ne paient le prix du sous-investissement public. Il s'agit notamment de s'attaquer aux normes de genre et aux stéréotypes discriminatoires dans la prise de décision économique, afin de valoriser le travail des femmes autant que celui des hommes, et de mettre l'accent sur le sous-investissement public dans les soins, plutôt que sur la sous-participation des femmes à l'économie. Il faut également mettre en place des lois, des politiques et des investissements d'équité de genre, qui placent les soins au cœur des économies et des politiques.

Les gouvernements doivent fournir des investissements publics et mettre en place des réglementations du marché du travail pour protéger les femmes occupant des emplois précaires, tels que les travailleuses informelles et les entrepreneures, et améliorer leur accès aux soins et aux services sociaux. Les mesures comprennent la promotion de la protection sociale liée aux soins, par exemple par le biais de transferts d'espèces, de prestations fiscales ou de régimes de protection et de retraite non contributifs, et la mise en place de politiques équitables en matière de congé parental pour les chef.fes d'entreprises, qu'iels soient travailleur·ses formel·les ou non. Les décideurs doivent déclencher une évolution vers des économies du soin à tous les niveaux.

Lors de l'élaboration de structures économiques transformatrices de genre, du niveau local au niveau mondial, les **décideurs** devraient inclure divers groupes de femmes et d'aidant•es non rémunéré•es dans la conception, le financement et la mise en œuvre des politiques, ainsi que renforcer le leadership des femmes dans les domaines de la politique, de l'économie, du financement, de la mise en œuvre et de l'évaluation. Cela permettra de s'assurer que leurs besoins sont bien pris en compte et de remettre en question les normes qui excluent les femmes de la prise de décision[135].

135 Gender and Development Network (GADN) (2017). « Partager la charge : Le travail de soins non rémunérés et l'autonomisation économique des femmes ». https://gadnetwork.org/gadn- resources/2017/2/7/sharing-the-load-unpaid-care-work-and-womens-economic-empowerment?rq=care



Stephen Chilufya (48 ans) partageant les responsabilités domestiques avec sa femme : « Le projet SANI a fait évoluer notre mentalité, à ma femme et à moi, sur la façon dont nous devrions nous comporter l'un envers l'autre. Nous sommes désormais en mesure de planifier ensemble au niveau du ménage et je participe à part égale avec ma femme aux travaux ménagères », Zambie. © Karin Schermbrucker/CARE

Recommandations

Un changement réel et fondamental vers des économies du soin sera nécessaire pour instaurer des structures, des systèmes, des lois, des politiques, des normes et des comportements qui permettent aux femmes et aux filles de participer de manière équitable à l'économie. Cette vision féministe permettrait d'offrir des soins accessibles et de qualité à tous·tes celles et ceux qui en ont besoin, qu'il s'agisse de la prise en charge du handicap, des personnes âgées et des enfants, ainsi que des soins de santé.

Elle impliquerait de modifier les systèmes, tout en remettant en question les stéréotypes de genre dans les communautés, les sociétés, la politique et les structures économiques. Le travail des femmes serait valorisé et rémunéré équitablement, et elles auraient accès au leadership et à la prise de décision aux niveaux communautaire, économique et politique. Les soins et les services sociaux bénéficieraient d'un financement public important, y compris en période de crise. Le marché du travail serait inclusif et diversifié, accueillant des aidant·es femmes et hommes, ainsi que les personnes exerçant dans les STEM, tous·tes travaillant ensemble pour un salaire juste et équitable.

Les femmes et les filles effectueraient une part équitable du travail de soin – le secteur public fournissant la majorité des soins gratuits et de qualité, et les hommes et les garçons faisant leur juste part. Les pays donneraient la priorité à l'équité ET au bien-être ET à la prospérité en investissant massivement dans les soins et les services sociaux. Grâce à une action forte, à un financement, à des lois équitables et à une approche holistique à 360 degrés, nous pouvons faire de cette vision une réalité.

Les décideurs - y compris **les gouvernements, les bailleurs, les agences multilatérales** et le **secteur privé** - doivent mettre en place des économies du soin :

1- En reconnaissant les soins comme un droit et l'offre de soins comme un bien public mondial, et en s'engageant à construire des économies du soin en abordant les « 5 R » de reconnaissance, réduction, redistribution, représentation et rémunération pour le travail de soin.

2- En investissant au moins 10 % du revenu public national (provenant de la fiscalité progressive et de l'APD) dans des services de soins de qualité, accessibles et abordables, et en **augmentant l'aide publique au développement pour les soins, les services sociaux et la protection sociale.** En période de crise, les dépenses publiques consacrées aux soins et aux secteurs sociaux devraient être protégées afin d'éviter un recul de l'égalité de genre.

3- En élargissant l'offre de soins de qualité, notamment grâce à une combinaison adaptée au contexte d'offre publique de soins, d'entreprises sociales et de modèles gérés par la communauté. Différents modèles peuvent constituer une étape essentielle sur la voie d'une offre de soins universelle, gratuite et publique. Les gouvernements doivent veiller à ce que tous·tes celles et ceux qui ont besoin de soins aient accès à des services de soins de qualité et devraient subventionner l'offre de soins aux personnes à faible revenu.

4- En améliorant les interventions en soins pour répondre à tous les besoins (y compris ceux des personnes handicapées, des personnes âgées et des enfants) afin de remédier aux inégalités cachées en matière de soins. Les décideurs devraient, en priorité, augmenter les investissements dans les services de prise en charge du handicap et le soutien financier aux aidant·es non rémunéré·es d'enfants handicapés.

5- En s'attaquant aux normes de genre discriminatoires par le dialogue avec les ménages, en recadrant les discours sur le soin, en adoptant une législation équitable et juste (comme les politiques de congé maternité et paternité), et en redistribuant le travail de soin plus équitablement entre les femmes et les hommes au niveau des ménages et entre les ménages et le secteur public en priorité, notamment en augmentant l'offre et l'investissement dans les soins.

6- En favorisant la transformation économique vers des économies du soin justes et équitables, en mettant en place des lois et des réglementations qui offrent aux aidant·es non rémunéré·es, aux femmes entrepreneures et aux travailleur·ses informel·les un meilleur accès aux soins, aux services sociaux et à la protection juridique et sociale. Cela permettra, d'une part, d'éviter que les femmes ne subventionnent l'économie par leur travail de soins non rémunéré en comblant le déficit de financement public des soins et, d'autre part, de renforcer le leadership des femmes, notamment en faisant en sorte que divers groupes de femmes et d'aidant·es codirigent la politique, le financement et la mise en œuvre de l'économie du soin.

Le développement de l'économie du soin est un scénario gagnant-gagnant à la fois pour l'égalité de genre, la prospérité économique et la réalisation des engagements internationaux en matière de développement visant à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités. Elle tire profit d'un marché en pleine expansion, aide à répondre aux besoins en soins croissants, contribue à la croissance mondiale et favorise les droits des femmes et des filles ainsi que les opportunités économiques. Des investissements à grande échelle dans l'économie des soins (y compris dans les politiques de soins, le travail de soin et la protection sociale) pourraient créer environ 300 millions de nouveaux emplois[136], chaque dollar investi produisant près de quatre dollars de rendement sur le PIB mondial[137]. Les femmes et les filles peuvent saisir toutes les opportunités qu'elles souhaitent : elles peuvent créer et développer leur propre entreprise, avoir accès aux soins et à une carrière, et faire valoir leurs droits à des opportunités économiques équitables.

136 Voir aussi : De Henau, J. (2022). « Coûts et avantages de l'investissement dans des politiques transformatrices du soin : Étude de macro-simulation dans 82 pays. » Document de travail 55, ILO. ILO. https://www.ilo.org/global/publications/working-papers/WCMS_839252/lang--en/index.htm

137 ILO (2023). « Les avantages de l'investissement dans des politiques transformatrices en matière de garde d'enfants en faveur de l'égalité de genre et de la justice sociale. » https://www.ilo.org/resource/brief/ benefits-investing-transformative-childcare-policy-packages-towards-gender

Ce rapport a été rédigé par Mareen Buschmann pour CARE International et la Fondation Cherie Blair pour les femmes. Un grand merci à tous·tes celles et ceux qui ont contribué à la rédaction de ce document, en particulier Dorothy Sang, Francesca Rhodes, Sian Hawkins, Lulu Nunn, Emily Janoch, Davide Costa, Vanessa Jackson, Regina Baiden, Julieta Gonzales, Alexandra Matei, Emily Wiseman, Rathi Mani-Kandt, ainsi qu'à Isabel Juergensen pour son soutien et son aide à la recherche.

Nous remercions toutes les personnes qui ont partagé des données et des idées sur les exemples d'études de cas, en particulier Kidogo, Parent Suportal, SNV et Parental Pay Equality, ainsi que Sian Hawkins et Sini Maria Heikkila, qui les ont développés.

Nous remercions tout particulièrement toutes les personnes, les organisations de la société civile et les organisations féministes, les partenaires, les aidant·es et les femmes entrepreneures qui ont apporté leurs idées et leur expertise lors des différents ateliers, discussions et consultations.

Tous nos remerciements à la Fondation caritative Ares pour son financement, à Jane Lanigan/editors4change pour l'édition et D.R. ink pour la conception.

Si vous désirez obtenir davantage d'informations, vous pouvez contacter : Mareen Buschmann, Responsable du plaidoyer mondial sur la Justice Économique des Femmes auprès de CARE International UK, à l'adresse suivante : **Buschmann@careinternational.org**

CARE International
Chemin de Balexert 7-9
1219 Chatelain (Genève)
Suisse
www.care-international.org

Fondée en 1945, CARE est une organisation humanitaire et de développement de premier plan qui s'attaque aux causes sous-jacentes de la pauvreté et de l'injustice sociale afin de contribuer à la création d'un monde plus égalitaire et plus juste du point de vue du genre. Nous travaillons côte à côte avec les communautés pour comprendre les causes profondes de la pauvreté et trouver des solutions innovantes et locales qui font progresser l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles. Dans plus de 100 pays à travers le monde, CARE place les besoins et les droits spécifiques des femmes et des filles au cœur de toutes ses actions, car elles vivent la pauvreté, le climat, les conflits et les urgences sanitaires très différemment des hommes et des garçons, et nécessitent des approches spécialisées. Nous savons que lorsque les femmes et les filles sont autonomes, elles entraînent avec elles l'ensemble de leur communauté. Pour en savoir plus, consultez le site : **www.care-international.org**.

Cherie Blair Foundation for Women
PO Box 60519
London W2 7JU
Royaume-Uni
www.cherieblairfoundation.org

La Fondation Cherie Blair pour les femmes a pour mission de créer un avenir où les femmes, partout dans le monde, bénéficieront d'opportunités économiques égales afin de pouvoir s'épanouir. En collaboration avec des partenaires du monde entier, nous travaillons avec des femmes dans des pays à revenu faible ou moyen afin qu'elles puissent créer, maintenir et développer des entreprises prospères. Nous collaborons à la création d'environnements commerciaux plus équitables afin que les femmes ne soient pas entravées par des barrières liées au genre et qu'elles puissent réaliser leur potentiel selon leurs conditions. Notre approche transformatrice de genre permet aux femmes d'atteindre leurs propres objectifs économiques.

Elles créent un meilleur avenir pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés. Elles contribuent à des économies prospères et équitables, ainsi qu'à la justice économique mondiale. Pour en savoir plus, consultez le site : **www.cherieblairfoundation.org** ou communiquer avec **enquiries@cherieblairfoundation.org**.

A propos de ce projet

Ce rapport fait partie d'un projet de plaidoyer conjoint entre CARE International UK et la Cherie Blair Foundation for Women, avec le soutien de la Ares Charitable Foundation, visant à influencer le gouvernement britannique et les décideurs politiques mondiaux pour qu'ils respectent leurs engagements envers les femmes et les filles et en matière de justice économique pour les femmes. Grâce à l'établissement de preuves, à l'analyse et à le storytelling, nous avons examiné des solutions pour surmonter les inégalités dans les soins non rémunérés, et nous avons souligné comment la construction d'une économie du soin – conformément au cadre des 5R pour les soins – peut favoriser l'esprit d'entreprise des femmes et la justice économique.

Cherie Blair
FOUNDATION
FOR WOMEN

care®